

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Du 2 au 15
septembre 1976

N°525 2 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Après le changement de clique gouvernementale

DIVISIONS ACCRUES DE LA MAJORITE FACE A LA CRISE INTERIEURE ET A L'EXPANSION SOVIETIQUE

Editorial p.3

NON A L'IMPOT SECHERESSE ! LES CAPITALISTES DOIVENT PAYER !

Relèvement des indemnités et report des échéances pour les agriculteurs !

Aux quatre coins du pays c'est la «levée des fourches». A St-Étienne manifestation dans la ville et entrée massive dans la préfecture de plusieurs centaines d'agriculteurs. Blocage des trains en Dordogne, barrages routiers sur la Nationale 21 dans le Lot-et-Garonne.

Les petits et moyens paysans sont en colère contre les indemnités dérisoires qui leur seront versées, l'arbitraire complet dans la répartition de ces indemnités et l'endettement accru de beaucoup d'entre eux et qui les acculera à la ruine au profit des gros propriétaires terriens et des trusts bancaires. L'unité du peuple doit se réaliser pour le relèvement des indemnités, le report des échéances du crédit et le refus de «l'impôt sécheresse».

Il faut combattre la division que veut susciter la grande bourgeoisie entre paysans pauvres et moyens et travailleurs, il faut faire payer les trusts bancaires et les monopoles agro-alimentaires qui profitent des difficultés des paysans. (Article page 11)

Dans ce numéro...

- 5e sommet des non-alignés : le tiers monde relève le défi p.2
- Le mouvement de soutien à Romain Le Gal s'étend p.3
- Vives réactions à l'aérospatiale après l'accord Douglas-Dassault p.4
- Les syndicats et la politique p.7
- Deux conceptions de la lutte contre les calamités naturelles p.10-11
- Lire et étudier «L'Etat et la révolution» p.14-15
- L'URSS prépare la guerre p.16

Afrique australe

Puissantes manifestations populaires



Les autorités racistes sud-africaines ne savent plus où donner de la tête. A peine commençaient-elles à se féliciter d'avoir maté, par une répression sanglante, les manifestants insurgés de Soweto, au début de l'été, qu'elles devaient faire face à de nouvelles et puissantes manifestations de l'héroïque jeunesse africaine. La classe ouvrière africaine a rejoint la jeunesse dans la lutte : dans la seule ville de Soweto, plus de 100 000 ouvriers noirs ont participé à la grève générale qui, du 23 au 25 août, a paralysé l'économie de l'Afrique du Sud.

Cette grève était directement politique puisqu'elle avait comme objectif la fin de la répression sanglante contre la population africaine et la libération des quelques 2 000 Africains emprisonnés depuis

les précédents massacres de la mi-juin. Cette solidarité ouvriers-étudiants africains témoignent du développement en profondeur de la lutte du peuple azanien contre la dictature des racistes de Prétoria.

Au cours du récent week-end six personnes au moins ont été assassinées par la police raciste, rien qu'à Soweto 35 autres l'avaient été au cours de la semaine précédente.

La férocité de cette répression n'est qu'un signe de l'ampleur de la colère qui grandit dans toute l'Afrique australe contre les racistes sud-africains et leurs alliés. Très bientôt les peuples d'Azanie, de Namibie, du Zimbabwe en finiront avec leurs oppresseurs.

Colombo : 5e sommet des non-alignés

LE TIERS MONDE RELEVE LE DEFI

Les deux superpuissances, les forces impérialistes espéraient beaucoup du 5e sommet des pays non-alignés qui s'est tenu à Colombo au cours du mois d'août.

Contrairement à ce qui s'était passé lors du 4e sommet tenu à Alger en 1973, le tiers monde s'y présentait divisé par des conflits internes attisés par les deux superpuissances, quand ce n'est pas elles-mêmes qui les avaient allumés. Les questions du Liban, du Sahara occidental, de l'Angola ont provoqué des oppositions au sein même des pays non-alignés. N'allait-on pas voir ces conflits prendre le dessus, paralyser l'action des pays pauvres, détourner l'élan de leur combat vigoureux contre les pays riches, particulièrement l'URSS et les USA, leur exigence impérative d'un nouvel ordre économique international. Ceux qui misaient en secret sur cet espoir auront été déçus. Le Mouvement des non-alignés ne s'est pas laissé tromper, dévoyer. Il a une nouvelle fois fait la preuve de sa maturité et de sa vigilance.

Parlant au nom de tous, le président algérien l'a clairement exprimé en ces termes :

« Outre l'agression armée et le mépris total des règles de conduite entre Etats, l'impérialisme mobilise d'autres moyens pour jeter dans nos rangs la suspicion et la méfiance, pour masquer la perte de sa suprématie et de son hégémonie. Il tente de miner notre mouvement de l'intérieur en essayant de provoquer à tout prix des clivages idéologiques et

d'opposer ainsi les uns aux autres les membres de notre mouvement au détriment des intérêts supérieurs de notre communauté.

« Tout comme hier la politique de « vietnamisation » visait à utiliser les Vietnamiens pour combattre les Vietnamiens, aujourd'hui on s'acharne à dresser des Arabes contre d'autres Arabes, des Africains contre d'autres Africains, dans le cadre des conflits de nature à disperser et à affaiblir le courant de libération. »

accueillait notamment les peuples récemment libérés des liens coloniaux et les trois vaillants pays indochinois.

La lutte pour un nouvel ordre économique mondial a, à nouveau, été au centre des débats et des décisions très nettes ont été prises sur ce plan : « Si, d'ici à décembre 1976 », affirme le programme d'action pour la coopération économique adopté par le sommet, « la conférence de Paris pour la coopération économique in-

tes à prendre ». Il ajoute également qu'il faut « désormais organiser, pour toutes les conférences et réunions économiques internationales importantes, des rencontres préliminaires des pays non-alignés et des autres pays en voie de développement qui ont l'intention d'y assister afin qu'ils puissent coordonner leurs positions sur les questions qui y seront examinées en vue de présenter un front encore plus uni. »

D'importantes orientations concernant les matières premières, le commerce, la coopération monétaire et financière, l'agriculture ont été adoptées dans cet esprit défini par la présidente du Sri Lanka, dès l'ouverture des travaux de la conférence : « Si nous voulons vraiment et sincèrement éliminer les armes de l'impérialisme et du colonialisme, nous devons, sans aucun doute, construire des armes en contrepois dans les domaines monétaires et financiers internationaux. »

Il est un autre domaine politique qui préoccupe vivement les non-alignés, qui là aussi, font les frais de la rivalité accrue des deux superpuissances : celui de la sécurité et du désarmement. La déclaration finale de Colombo affirme :

« La détente proclamée dans les déclarations officielles ne semble cependant pas avoir réduit pour autant les luttes d'influence qui se déroulent sur tous les continents, ni avoir éteint les foyers de tension. »

« La persistance de ces luttes d'influence exige des pays non-alignés qu'ils redoublent leurs efforts et se tiennent sur leur garde pour résister aux pressions politiques, économiques et idéologiques des grandes puissances... »

La conférence s'est notamment déclarée préoccupée de l'aggravation de la tension en Méditerranée, du renforcement des bases militaires et du développement accru des forces navales étrangères.

De même une résolution dénonce nettement « la tension et les conflits dans l'océan Indien (qui) pourraient devenir plus intenses du fait de la lutte accrue entre grandes puissances pour la suprématie maritime » et condamne « l'escalade et l'expansion de la présence militaire et maritime des grandes puissances dans l'océan Indien. »

Enfin, le droit de veto des grandes puissances à l'ONU est fermement dénoncé.

Toutes ces orientations sont lourdes de menaces pour les ambitions hégémoniques des deux superpuissances et particulièrement pour celle qui prétend se faire passer pour l'alliée naturelle du tiers monde.

L'impérialisme français condamné

Les ventes d'armes et le soutien multiple de la France à l'Afrique du Sud raciste ont été sévèrement condamnés à Colombo en ces termes : « La conférence condamne le marché récemment conclu par le gouvernement français pour la fourniture de réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud. Elle dénonce aussi toute forme d'accord prévoyant la livraison de matériel militaire à ce régime et, à ce propos, note en particulier les récents

accords conclus par la France pour la vente de sous-marins, et par Israël pour la vente de vedettes lance-missiles à l'Afrique du Sud. La conférence invite instamment le conseil de sécurité des Nations unies à imposer un embargo obligatoire sur les armes destinées à l'Afrique du Sud. »

Un embargo des ventes de pétrole à la France et à Israël a également été voté par la conférence.

A cela une seule réponse : « L'unité et la cohésion qui se sont forgées dans l'action constituent sans aucun doute le facteur essentiel qui a conféré à notre mouvement la possibilité de peser sur le cours des événements. »

Et, au grand dépit des Russes comme des Américains, cette poussée se fait encore plus ample. Ils étaient 25 pays au premier sommet de Bandoeng, 75 à Alger en 1973, 86 à Colombo, qui

ternationale n'a pas réussi à régler les redoutables questions touchant à la dette extérieure des pays en voie de développement, particulièrement pour les pays les plus gravement touchés, et les problèmes de la protection du pouvoir d'achat, les pays non-alignés réuniront avec les autres pays en développement intéressés, une conférence ministérielle dans la première moitié de 1977 pour décider des mesu-

Guadeloupe

L'AUTRE VOLCAN

Combien de temps cela va-t-il encore durer ? Ils sont 72 000 à se poser la question avec angoisse car ces Guadeloupéens qui vivaient tant bien que mal à Basse-Terre ont maintenant tout perdu.

La zone évacuée devant les menaces persistantes d'éruption l'a été au cours d'une opération anarchique et pagailleuse, dirigée par les autorités françaises dont ordre et contordre se multipliaient. Il n'y a que Stirn, le secrétaire d'Etat maintenu aux « Dom-Tom » pour s'en féliciter qualifiant l'affaire de « grande première mondiale que même les Chinois n'ont jamais réalisée ».

En fait depuis plusieurs mois la population vivait dans l'incertitude, experts et contre-experts multipliaient les avis sur l'évolution du volcan. Certes l'évacuation d'ailleurs assez hypocrite puisqu'en fait le travail est autorisé de jour dans la zone menacée, particulièrement dans les bananeraies des planteurs blancs, est une sage décision. Mais l'incurie et le mépris des autorités coloniales en ont fait une catastrophe et un cauchemar, pour les Guade-

loupeens. Le gouvernement français fait mousser son « aide généreuse » dans une ébourante autopublicité. Son « aide », c'est 10 000 lits pour 72 000 réfugiés, quelques centres d'hébergement où règnent le couvre-feu et une discipline militaire. Que vont devenir ces réfugiés pendant les 6 mois, un an ou deux ans que peuvent durer les perturbations dues à l'éruption probable ? Qui va remplacer les 16 000 emplois perdus dans la zone évacuée, la plus riche de l'île ? Comment survivre dans ce pays qui compte déjà 40 % de chômeurs et où le revenu par habitant ne dépasse pas en moyenne 4 000 F par an ?

Voilà le cadet des soucis du gouvernement colonial. Il semble pourtant bien probable que s'il a tenu à faire figurer au rang de son « aide » plusieurs centaines de gendarmes et CRS fraîchement débarqués, c'est parce qu'il redoute bien que le volcan de la Soufrière en cache un autre, beaucoup plus profond, beaucoup plus vaste : celui de tout le peuple guadeloupéen dressé pour arracher son indépendance.

Albanie

Bientôt

le 7e congrès du PTA

Cette année est une grande année pour le Parti du Travail d'Albanie et tout le peuple de l'Albanie socialiste. Le peuple albanais fête le 35e anniversaire de son Parti, fondé le 8 novembre 1941. De plus, le Comité central, réuni en plénum les 19 et 20 juillet a décidé de convoquer à la même époque le 7e congrès ordinaire du Parti, du 1er au 8 novembre.

L'ordre du jour du congrès comportera notamment un rapport d'activité du Comité central, présenté par le camarade Enver Hoxha, 1er secrétaire du PTA, et un rapport sur les directives pour le 6e plan quinquennal (1976 - 1980) présenté par le camarade Mehmet Shehu, premier ministre de la République populaire d'Albanie.

Depuis son 6e congrès, il y a 5 ans, le PTA a remporté de grandes victoires dans l'édification du socialisme en Albanie et dans la lutte contre les ennemis du socialisme, les ennemis de l'intérieur comme ceux de l'extérieur. L'Albanie accueillera le 7e congrès de son Parti plus forte que jamais.

L'industrie et l'agriculture ont fait un grand pas en avant. La production industrielle a augmenté, au cours du 5e plan quinquennal (1970 - 1975) de 52 %, la production agricole de 33 %. Le revenu par habitant a augmenté de 14,5 %. Le projet de directives pour le 6e quinquennat, publié par la presse albanaise le 25 juillet, prévoit une augmentation de la production industrielle, d'ici 1980, de 41 à 44 %, de la production agricole de 37 à 40 %, une augmentation du revenu par habitant de 11 à 14 %.

Les projets de directives, qui seront soumis à la discussion du 7e congrès du PTA, ont été préalablement soumis à la très large discussion des masses travailleuses, dans chaque atelier, chaque coopérative agricole, chaque institution.

Enfin, comme le souligne le « Zëri i Popullit », commentant le 6e plan quinquennal : « Le parti s'avance vers le 7e congrès, avec un bilan de victoires politiques remportées dans l'arène internationale. L'Albanie mène une lutte sans compromis contre l'impérialisme et le social-impérialisme. Les vagues furieuses, les blocus et les pressions impérialistes et révisionnistes se sont brisées et furent réduites à néant devant notre unité d'acier et la vigilance de tout le peuple qui travaille, apprend, et défend sa patrie avec un héroïsme invincible, comme une brigade encerclée. Dans cette lutte, nous avons eu et nous avons un allié fidèle : la grande Chine de Mao Tsé-toung, puissant bastion de la révolution et du socialisme ; les peuples et les révolutionnaires de par le monde ont été et sont autant d'amis pour nous »

Voilà pourquoi le peuple albanais accueillera le 7e congrès du PTA, « les mains pleines et le front haut, en unité d'acier autour du parti, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha ».

Corée

Déclaration du Bureau politique du PCMLF

Le 17 août, un nouvel et grave incident éclatait en Corée à l'instigation de l'impérialisme américain, qui après ses spectaculaires défaites en Indochine cherche à consolider ses positions dans cette région du monde.

Le Bureau politique du PCMLF a publié à cette occasion le communiqué suivant :

« L'impérialisme américain vient de perpétuer une nouvelle provocation contre la R.P. D de Corée. Il veut ainsi s'opposer à la juste politique de Réunification du pays suivie par le parti frère de Corée ayant à sa tête le camarade Kim Il Sung et maintenir en place par tous les moyens le fantôme et dictateur fasciste Pa k Jung Hee.

L'impérialisme américain n'hésite pas à proférer des menaces de guerre atomique à l'encontre du glorieux peuple coréen mais ses vociférations bellicistes ne parviennent pas et ne parviendront jamais à entamer la juste volonté de réunification nationale du peuple coréen tout entier.

La cause de ce dernier reçoit le soutien de tous les peuples et prolétariat révolutionnaires du monde.

Le Bureau politique du PCMLF tient à proclamer publiquement sa totale solidarité internationaliste prolétarienne avec le parti et le peuple coréen frères. Il appelle la classe ouvrière et les masses populaires de France à la plus extrême vigilance pour déjouer le sinistre complot américain et se préparer aux actions nécessaires éventuelles pour riposter à toute agression impérialiste contre le peuple coréen. »

Editorial

Après le changement de clique gouvernementale

Le 25 août, Chirac a annoncé sa démission du gouvernement. Dans le cadre des institutions mises en place par la bourgeoisie il s'agit d'un événement puisque c'est la première fois qu'un premier ministre de la 5e République s'oppose ouvertement au président... De plus la colère avec laquelle Chirac a annoncé publiquement sa décision ainsi que les critiques ouvertes formulées par Giscard d'Estaing à son encontre montrent que les contradictions sont profondes.

Ce n'est pas la première fois que l'on assiste à des rebondissements de ce genre depuis 1968. Le départ de De Gaulle, les changements de gouvernement Pompidou, le coup de théâtre de Chirac à la veille de l'élection présidentielle, tous ces soubresauts reflètent indiscutablement les contradictions insurmontables auxquelles la bourgeoisie se trouve confrontée. C'est en particulier la montée des luttes révolutionnaires des masses populaires qui inquiète la classe exploiteuse. Tirant les leçons du mouvement de Mai 1968, une partie de la bourgeoisie a choisi en 1972, pour mieux mystifier les travailleurs d'établir un Programme commun de gouvernement avec les révisionnistes du PCF agents du social-impérialisme russe.

Depuis lors le développement vigoureux de la lutte de classe des ouvriers a renforcé le courant de la bourgeoisie favorable à l'utilisation de l'Union de la gauche.

C'est pourquoi les partis gouvernementaux sont divisés sur la marche à suivre pour préparer les élections législatives de 1978. Celles-ci, ainsi que l'a souligné Lénine à propos de la démocratie bourgeoise donnent le droit au peuple de désigner ceux qui le fouleront aux pieds. Aussi ne manque-t-on jamais dans une telle période d'assister à un redoublement de démagogie sociale. Il est maintenant bien connu que l'objectif de Giscard d'Estaing est de rivaliser avec l'Union de la gauche sur ce terrain.

Un autre point de division important concerne l'attitude face à la situation internationale. En effet, devant l'âpre dispute américano-soviétique pour l'Europe, devant le renforcement de l'expansion et des préparatifs de guerre de l'URSS, la «majorité» a vu s'aggraver des désaccords bien connus. Tandis que les gaullistes continuent à attacher une place essentielle dans la défense nationale à la «dissuasion» nucléaire, Giscard d'Estaing a insisté sur le renforcement de l'armée conventionnelle, sur l'unité européenne et sur l'alliance avec les États-Unis. Ceci explique pourquoi les révisionnistes soviétiques ont été les premiers à réagir à la démission de Chirac : ne négligeant aucune force dans leur dispute avec Washington, et dans leur volonté d'empêcher l'Union européenne, ils ont émis des flatteries à l'égard de la politique extérieure gaulliste, tout en recommandant l'Union de la gauche comme issue pour la France.

Le changement de clique gouvernementale est opéré dans des conditions où les capitalistes font payer et veulent faire payer aux travailleurs les conséquences de l'inflation et de la sécheresse. C'est un signe de la situation favorable à l'essor de la révolution qui prévaut actuellement : colère croissante contre le système dans les masses populaires, désarroi et division dans la bourgeoisie.

Aussi si le prolétariat révolutionnaire développe hardiment ses forces, conduit les larges masses à déjouer les diverses manœuvres des capitalistes, notamment le recours à l'Union de la gauche et élève leur vigilance face aux préparatifs du social-impérialisme russe et de ses agents, le jour viendra bientôt où tout changera radicalement : ce ne sera pas un politicien bourgeois qui quittera le devant de la scène, mais bien tous les serviteurs du système d'exploitation de l'homme par l'homme.

A TOULOUSE, LA RÉPRESSION S'ABAT SUR LES ÉTUDIANTS COMBATIFS

Le mouvement étudiant a été particulièrement actif à Toulouse : grève longue, manifestations combatives, où les étudiants avaient organisé eux-mêmes leur service d'auto-défense pour faire face à la violence de la police. Aujourd'hui la bourgeoisie est décidée à faire payer ; 5 étudiants inculpés passent en procès le 8 septembre. Les uns pour avoir soi-disant séquestré un recteur, retenu en fait dans un amphithéâtre par 2 000 étudiants, les autres pour leur participation à une manifestation. L'un d'eux, Bernard Mélier, est particulièrement visé

puisque il est accusé à la fois d'avoir séquestré le recteur, d'avoir dirigé le SO dans une manifestation et d'avoir été le meneur dans une autre.

Que vise la bourgeoisie à travers ces procès ? De régler ses comptes avec les étudiants combattifs, comme avec tous ceux qui refusent sa domination de classe et sa politique d'oppression des masses travailleuses.

Face à la répression bourgeoise une seule solution, la riposte de masse.

Tous au procès de Mélier et des 4 autres inculpés le 8 septembre, devant le palais de Justice de Toulouse.

Contre la répression

LE MOUVEMENT DE SOUTIEN A ROMAIN LE GAL S'ÉTEND

Tandis que le gouvernement s'obstine à maintenir en détention le camarade Romain Le Gal et à préparer un procès politique malgré l'inconsistance du dossier d'accusation, le mouvement de solidarité avec Romain Le Gal s'étend. Chaque jour nous apporte de nouveaux témoignages de soutien international et national. En voici quelques exemples récents.

Le journal danois «Kommunist» :

L'organe central de la Ligue communiste marxiste-léniniste du Danemark a publié dans son édition du 11 août au 3 septembre un article exigeant la liberté pour Romain Le Gal.

Le journal grec «Laikos dromos» qui soutient la ligne de l'Organisation des marxistes-léninistes de Grèce, a publié en première page de son numéro du 17 juillet l'article suivant :

«Liberté pour Romain Le Gal»

«Pour la troisième fois la cour de sûreté de l'État a rejeté la demande de mise en liberté du camarade Romain Le Gal, marxiste-léniniste français, qui se trouve en prison depuis le 12 avril, accusé de "reconstitution de ligue dissoute" c'est-à-dire du Parti communiste marxiste-léniniste de France.»

«L'Humanité rouge» dénonçant le silence que gardent tous ceux qui font grand tapage autour des libertés démocratiques, souligne que ce fait (le rejet de la demande de mise en liberté) signifie la détention du camarade Romain Le Gal jusqu'à l'automne. Elle appelle à lutter pour la libération de Romain ainsi que pour la libération de tous les emprisonnés politiques de France.

«Laikos dromos» exprime son soutien combatif à la campagne des marxistes-léninistes français et dénonce auprès du peuple grec la répression qu'exerce contre les marxistes-léninistes de France le gouvernement de la «5e République française».

La section syndicale CFDT du Crédit industriel et commercial (CIC - PARIS) a pour sa part, publié le communiqué suivant :

«La section CFDT du CIC Paris s'élève contre l'arrestation du camarade Romain Le Gal militant CFDT de Lorient.

Celui-ci, militant syndicaliste et politique est accusé par le pouvoir de reconstitution de mouvement dissous (Parti communiste marxiste-léniniste de France). Il est enfermé à la prison de Fresnes depuis trois mois et inculpé devant la cour de sûreté de l'État.

La section CFDT du CIC Paris exige :

- la libération de Romain Le Gal et de tous les emprisonnés politiques et syndicaux
- la dissolution de la cour de sûreté de l'État.»

Des ouvriers de Pechiney-Ugine-Kuhlman (La Madeleine) et des gens du quartier de PUK nous ont fait parvenir une pétition signée par plusieurs d'entre eux. En voici le texte :

«Depuis plusieurs mois, l'État multiplie les emprisonnements de militants syndicalistes ou politiques : c'est le

cas du corse E. Siméoni, du viticulteur Albert Tesseyre, des soldats en décembre dernier, du petit paysan Jacques Villiers, à qui la bourgeoisie a infligé 8 mois de prison pour avoir giflé un juge, et aujourd'hui de militants marxistes-léninistes de Lorient, dont Romain Le Gal, accusé de «reconstitution de ligue dissoute» (le PCMLF a été interdit le 12 juin 1968). Il accentue les mesures de répression contre les militants ouvriers syndicalistes et contre les étudiants, il expulse des travailleurs pakistais et des Sonacotra, il interdit le FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique) révélant ainsi sa complicité avec le pouvoir fasciste espagnol.

Ces emprisonnements, ces mesures de répression, ces expulsions sont une attaque menée contre les luttes populaires qui bouillonnent aujourd'hui dans 200 usines occupées, dans le Midi viticole et en Corse, dans le monde étudiant et lycéen.

Par ces mesures de répression, c'est l'ensemble du mouvement populaire que le gouvernement veut casser.

C'est pourquoi les ouvriers de PUK (La Madeleine) et les gens du quartier s'associent au large mouvement de protestation qui se développe pour exiger avec force la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux, la levée de toutes les inculpations, la dissolution de la cour de sûreté de l'État, la levée de l'interdiction du FRAP et du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).»

La section CFDT de l'hôpital Saint-Antoine à Paris a pour sa part, publié une motion pour la libération de Romain Le Gal et de tous les emprisonnés politiques. Il est dit dans cette motion :

«Depuis maintenant trois mois, Romain Le Gal, ouvrier communal de Lorient, militant syndicaliste CFDT est incarcéré à la prison de Fresnes inculpé par la cour de sûreté de l'État de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France interdit par la bourgeoisie en 1968.

Aujourd'hui l'État capitaliste, apeuré par les luttes ouvrières et populaires, frappe sans merci et réprime les syndicalistes ouvriers, les paysans et les étudiants.

Cette répression s'attaque à tous ceux qui osent dire non au chômage, non à la misère et qui osent se dresser contre l'ordre capitaliste et la loi du profit.

Face à cette répression, nous devons riposter.

A bas la répression capitaliste, dissolution de la cour de sûreté de l'État, libération immédiate de Romain Le Gal.»

35 «aiguilleurs du ciel» du Centre de contrôle régional d'Aix-en-Provence ont signé la motion exigeant la libération de tous les emprisonnés politiques et protestant contre l'interdiction du FRAP et du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Il est indispensable qu'un tel mouvement de protestation populaire se développe pour transformer le procès de Romain Le Gal et des autres marxistes-léninistes de Lorient en un acte d'accusation populaire contre la bourgeoisie.

Une lettre de nos camarades de Lorient

Effectivement plus que jamais, ma libération aura lieu uniquement par la mobilisation des actions précises et dans la rue !

Qu'ils le sachent, la justice c'est d'abord l'affaire des ouvriers et des paysans, la décision leur appartient, je n'ai aucun compte à rendre à la bourgeoisie de mon pays !

Oui, messieurs les bourgeois, je demande que la justice soit faite sur cette affaire ; mais par le peuple ! En avant pour la bagarre !

C'est ainsi que finit la dernière lettre que nous a adressée notre camarade et frère de combat Romain, emprisonné depuis près de 5 mois maintenant, depuis le 12 avril sur ordre du gouvernement de la bourgeoisie capitaliste.

Camarades, c'est la rentrée, soyons tout de suite à l'offensive ! Déjà des actions commencent à se multiplier. Dimanche dernier par exemple à Riante, petite commune à quelques kilomètres de Plouhinec où habite Romain, il y avait inauguration d'un terrain de sport par des notabilités du coin et avec Bonnet, ministre de l'Agriculture et ex-député du coin. Bonnet n'est pas venu, mais on s'est retrouvé une trentaine à l'appel du comité de soutien et avec banderoles et mégaphone on a organisé une manifestation pour exiger la libération immédiate de notre camarade et tous les bourgeois, y compris ceux de «gauche», ont dû se dire que décidément il n'y avait plus moyen d'être tranquille et ils n'ont pas fini car tous les gens présents ont manifesté leur désir de revenir encore de nouvelles fois tant que Romain ne sera pas libéré !



23 400 000 A.F.
DE SOUSCRIPTION

Le 1er septembre au matin, le montant de la souscription s'élevait à 23 400 000 A.F. Il nous manque d'urgence un million cinq cent mille anciens francs pour pouvoir effectuer un nouveau lancement du journal, et notamment augmenter notre présence en kiosque. Si nous faisons régulièrement appel à la participation financière de tous les travailleurs avancés c'est que les capitalistes font régner leur contrôle sur l'infor-

mation d'abord par l'argent comme le montre bien la restructuration en cours de la presse et l'affaire France-Soir. Nous ne comptons quant à nous ni sur les fonds des gros capitalistes du type Hersant, ni sur les subventions gouvernementales ou sur l'aide de Moscou comme l'Humanité révisionniste. VOILA POURQUOI SOUSCRIRE C'EST UN ACTE POLITIQUE CONTRE TOUTES LES PUISSANCES D'ARGENT !



Clermont-Ferrand

S.C.P.C. : LA COORDINATION DES LUTTES, UNE NECESSITE VITALE

Au portail de la SCPC, une banderole défraîchie, accrochée aux grilles depuis plusieurs semaines «NON AUX LICENCIEMENTS», signé PCF.

HISTOIRE DE BANDEROLES...

Alors là, on s'arrête un peu, on se frotte les yeux pour s'assurer qu'on a bien lu. Pour qui a connu les luttes exemplaires de 72 et 73 à la SCPC (cf. HR No 441), qui a vu les bonzes PCF-CGT tenter d'organiser un vote bidon pour la reprise à la maison du peuple grâce au fichier prêté par le patron qui les a vu se faire jeter de l'usine occupée, il y a en effet de quoi y regarder à deux fois.

Mais c'est bien une banderole du faux parti communiste.

QUI VEUT SE DEBARASSER DE SON CHIEN, L'ACCUSE DE LA RAGE.

La SCPC, c'est une épine en travers de la gorge de pas mal de monde dans le coin. Alors on lui a trouvé la rage. C'est à dire la faillite. C'est la crise.....Alors l'usine est mise en liquidation, comme à LIP. Qui plus est, cette maladie s'est déclarée à une période révéée. Ce mois d'août béni, si propice à tous les mauvais coups, grands ou petits, de l'invasion de la Tchécoslovaquie jusqu'aux augmentations de timbres, des cigarettes et des tickets de métro.

Et puis, cette usine de Clermont avec une classe ouvrière combattive unie et qui a donné plusieurs fois le mauvais exemple, il faut la liquider.

Pensez donc, des assemblées générales, des comités de soutien —même les paysans qui les soutenaient — la CGT discréditée et le PCF incapable de faire respecter aucun ordre, dignité ou légalité bourgeoise que ce soit ! Oui, il faut en finir....

MAIS LE CHIEN NE VEUT PAS SE LAISSER NOYER

Les ouvriers de SCPC, eux, ne voient pas les choses de cette façon. Le chômage, ils n'en veulent pas, même avec 90 % pendant un an. Et même s'ils retrouvaient du travail, ils seront sûrs de perdre tous les avantages arrachés au cours de plusieurs années de lutte. Avantages économiques mais aussi cet acquis inestimable qu'est leur unité et leur combativité, ce poten-

tiel de lutte accumulé, au cours de plusieurs années.

On ne liquidera pas la SCPC aussi facilement. Depuis le début d'août l'usine est occupée en permanence. Les camions venus chercher les machines sont repartis à vide. Pour passer le cap difficile du mois d'août, plusieurs tentatives de coordination des luttes ont déjà été faites à l'initiative de la section CFDT.

Coordination sur la zone industrielle de Cournon avec d'autres petites boîtes menacées de fermeture.

Coordination avec une autre usine en faillite, Copono-Book.

Mais pour les responsables CGT locaux, la coordination, ça passe par les organes responsables, prévus et mandatés à cet effet : les Unions locales !

Très bien ! il y a donc eu une réunion des deux UL, CGT et CFDT à l'usine occupée. Pour la CGT, rien à faire, il faut attendre septembre !

OU L'ON REPARLE DE NOTRE BANDEROLE

Au début des années 70, il n'y avait pas le PCF dans l'usine, seul un syndicat CGT minoritaire. Appuyé à fond par l'UL CGT et la fédération PCF pour s'opposer à une section CFDT combattive et encombrante, cette section CGT était rapidement devenue un véritable syndicat patron.

Mais depuis deux ans, deux militants PCF se sont trouvés à être embauchés à la SCPC.

Mais pourquoi ont-ils fait des pieds et des mains pour remonter la section CGT discréditée et moribonde ?

Pourquoi ont-ils provoqué ainsi la division alors que tous les ouvriers se re-connaissent dans la section CFDT ?

Bien sûr, le rapport de force est tel à SCPC que ces militants sont obligés de crier haut et fort qu'ils sont en désaccord «sur beaucoup de points» avec l'UL et le Parti, qu'ils «seraient plutôt d'accord avec Krivine» (sic), et qu'ils veulent redresser le PCF de l'intérieur etc....

En dépit de ce gauchisme et de cet activisme apparent, la remise sur pied de la section CGT, la présence du PCF dans l'usine, c'est une défaite importante pour les ouvriers de SCPC.

Maintenant ils sont divisés, alors qu'au sortir des grèves de 72-73, ils étaient unis dans une section CFDT combattive. Maintenant !

dirigeants locaux du PCF ont un œil sur leur lutte, un moyen de pression, même faible et une arme pour bloquer leurs initiatives comme la coordination avec COPONO-BOOK. Aujourd'hui la banderole à la porte de l'usine c'est une récupération politique du prestige des luttes des travailleurs de la SCPC que le PCF avait auparavant ignorés ou calomniés.

LA CONCILIATION NE PAIE PAS

Ce qui a permis l'implantation d'une cellule du faux parti communiste, c'est la ligne impulsée du sommet de la confédération CFDT

qui vise à tout faire pour se mettre à la remorque de l'équipe bourgeoise de rechange Marchais-Mitterrand. C'est à l'opposé l'absence du parti marxiste-léniniste.

On ne peut s'opposer de manière conséquent aux forces politiques bourgeoises infiltrées dans la classe ouvrière, on ne peut démasquer leur rôle de défenseurs du capitalisme et de gestionnaires de l'Etat des monopoles avec seulement une section syndicale, si combattive, si démocratique et liée aux masses soit-elle.

Le révisionnisme étant seulement égratigné et non battu, il peut encore s'infiltrer dans la place et porter de nouveau un grand tord

aux batailles revendicatives elles-mêmes.

D'où il ressort que pour mener à bien les luttes revendicatives elles-mêmes il faut une cellule d'entreprise du parti marxiste-léniniste. Voilà le moyen non seulement de préparer l'avènement de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, mais encore d'assurer le succès des luttes revendicatives quotidiennes.

MAIS LE COMBAT PAIERA

Ceci dit, bien qu'en ce mois d'août le feu couve encore sous les braises,

cette idée de coordination, on y tient. Et on ne va pas rester les bras croisés dans cette usine occupée. Et puis d'autres conflits s'annoncent pour la rentrée dans la région. Qui empêchera les ouvriers d'aller voir ceux de la SCPC qui sont et deviendront de plus en plus un point de ralliement ? Qui empêchera de mettre les initiatives et les forces en commun ?

La bourgeoisie, bien sûr. Les révisionnistes du faux parti communiste et ceux qui sont à sa traîne. Mais en définitive les travailleurs de SCPC vaincront !

Correspondant HR.

Toulouse

VIVES REACTIONS A L'AEROSPATIALE APRES L'ACCORD DOUGLAS-DASSAULT

Le jeudi 12 août Cavaillé secrétaire d'Etat aux transports, dans une déclaration exclusive à la "Dépêche du Midi" annonçait que le gouvernement avait décidé d'associer la France à la firme américaine Douglas pour construire le Mercure 200, moyen courrier de 150 à 200 places, dérivé du Mercure 100 (vendu à 10 exemplaires seulement à la compagnie intérieure française Air Inter).

Douglas se chargeant de vendre l'appareil, Dassault de le concevoir, la SNIA de la fabrication. Cet accord assurerait, selon Cavaillé, aux travailleurs de l'aérospatiale le plein emploi. Destinée à apaiser les craintes d'une opinion publique toulousaine fort sensible aux problèmes de l'aéronautique (échéance électorale oblige) cette déclaration allait être suivie pour les travailleurs de la SNIA de «précisions fort instructives !»

UN ACCORD INÉGAL AVEC LA SUPERPUISSANCE AMERICAINE

C'est la France qui prend en charge la totalité du coût des études et développement de l'appareil. La firme Douglas qui connaît des difficultés aux USA (plusieurs milliers de travailleurs ont été licenciés depuis 2 ans) ne pouvant obtenir des prêts soit des banques ou du gouvernement américain.

La firme Douglas assurant la vente de l'appareil, tiendra en fait entre ses

maines la destinée du programme : si l'avion se vend, elle aura réussi, à peu de frais, à concurrencer la puissante firme américaine Boeing qui détient un quasi monopole en matière d'avions civils. Si l'avion ne se vend pas, rien de grave, c'est le contribuable français qui paie.

Autre aspect de cet accord, politique celui-là : il accentue les contradictions au niveau européen, les allemands désirent un développement de la famille Air Bus et une solution européenne. S'engouffrant dans la brèche, Boeing négocie actuellement avec les Italiens, la construction d'un concurrent au Mercure 200, le 7N7.

D'autres aspects de cet accord ont été dévoilés au fil des jours, ainsi le directeur des études a révélé devant les cadres supérieurs du Bureau d'Etude qu'en compensation de l'implantation à Toulouse de la chaîne d'assemblage du Mercure, Douglas désire installer à Long Beach une seconde chaîne d'Airbus qui produirait les 2/3 des avions commandés, il réclame en conséquence la liasse complète de la structure de la partie avant du fuselage de l'Airbus pour lui permettre «d'étudier» l'installation des équipements du DC 10 sur l'Airbus !

Face à la crise que traverse le système capitaliste,

la bourgeoisie française recherche le compromis avec le puissant «protecteur», elle montre que pour sauvegarder ses intérêts elle n'hésite pas à brader l'indépendance nationale, à l'une ou l'autre superpuissance. Cavaillé a d'ailleurs déclaré au cours d'une entrevue avec des syndicalistes que la décision française est intervenue après des réponses évasives de l'URSS, à des propositions de «coopération».

ACCORD OU PAS LA RESTRUCTURATION DE LA SNIA SE POURSUIT

Le 25 août, le directeur des études s'élevait contre la diffusion à tout le personnel par des tracts syndicaux de l'exposé fait aux cadres supérieurs du bureau d'étude et considérait cela comme inadmissible et contraire au «code des relations entre hiérarchie et organisation syndicales» (sic). Pourquoi une telle réaction ? C'est qu'il avait été annoncé que les usines françaises de cellules d'avions seraient regroupées prochainement dans une entreprise unique «France aviation» ; dans laquelle ce qui subsisterait de la division avion de la SNIA, n'aurait plus à terme qu'un rôle de production.

Les travailleurs savent ce qu'il en est de ce genre de concentration (mutations, licenciements et pour le BE suppression pure et simple) Il se confirme si besoin était que : accord ou pas

l'emploi des travailleurs, techniciens, ingénieurs de la division avion est menacé. La fermeture de Chateauroux (quelques 200 travailleurs ont été licenciés), du bureau d'étude de Suresnes (196 techniciens vont être licenciés), la suppression prochaine des Essais en vol de Saint-Nazaire et du BE qui s'y rattache, les menaces à l'ensemble du personnel, montrent à l'évidence que quel que soit le personnel politique au pouvoir ou à la tête de la SNIA le plan de restructuration se poursuit.

Les travailleurs n'ont qu'une solution : la lutte. En comptant sur leurs propres forces, ils ne doivent pas s'en remettre à des démarches et interventions à l'assemblée nationale ou auprès de politiciens de «droite» ou de «gauche». Seul un rapport de force favorable à nos intérêts imposé par la lutte peut faire plier la bourgeoisie. Il faut être prêts à employer tous les moyens : violence y compris.

L'Etat capitaliste n'a pas hésité à envoyer d'importantes forces de police le vendredi 30 juillet à 21 h 30 investir l'usine occupée et à vider l'usine en quelques heures, (par camions de déménagements faisant des navettes) de tout matériel productif. La même opération étant renouvelée à Suresnes le 5 août 1976.

Tirons les leçons de la lutte de nos camarades de Chateauroux.

Correspondant HR



Lyon

POURQUOI LES TRAVAILLEURS DE "L'ALSACIENNE" ONT GAGNÉ

D'abord employés par «La Ferroviaire», quelque 60 travailleurs, pour la plupart immigrés, devaient se retrouver avec un nouvel employeur en avril 75 : «L'Alsacienne» entreprise de régie qui loue son personnel notamment à la SNCF, et pour ce qui concerne cette lutte : aux ateliers SNCF d'Oullins.

Evidemment, ce «transfert» s'est opéré sans que les travailleurs soient informés préalablement de leurs nouvelles conditions d'embauche ! Dès la réception de leur première paie, les travailleurs se sont vite aperçus qu'ils ne touchaient plus la prime d'ancienneté ni les avantages acquis précédemment ! alors que certains d'entre eux occupent le même emploi depuis 19 ans !

Aussi, tous les mois et à plusieurs reprises, les travailleurs (majorité syndiquée à la CGT) tentèrent de discuter de leurs revendications avec le délégué CGT de «L'Alsacienne», mais sans succès, car ce «monsieur» n'avait jamais le temps de s'occuper d'eux ! Quant aux syndicats CGT (majoritaire) et CFDT des ateliers SNCF d'Oullins, ils ne se préoccupent pas des travailleurs en régie ! Pensez donc, ce ne sont pas des «nationalisés» eux ! chacun ses problèmes !

COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

Après en avoir longuement discuté entre eux, courant juin 76, les ouvriers décidèrent collectivement de contacter l'UL-CFDT, puis d'adhérer à la CFDT compte tenu que la CGT refusait constamment d'organiser la lutte. Avec les militants de l'UL-CFDT, ils élaborèrent leurs revendications et discutèrent ensemble des formes de lutte à adopter pour faire plier le patron.

Leur unité réalisée sur la conduite à suivre, le 23 juin ils décidèrent collectivement de se mettre en grève afin d'établir un rapport de force indispensable avant toute négociation. Tous les jours ils se réunissaient (30 à 40) pour faire le point et prendre de nouvelles décisions collectivement. De plus, ils ont pris en charge la popularisation de leur lutte auprès des 1 500 cheminots des ateliers d'Oullins pour appeler ceux-ci à être solidaires en refusant de faire le travail à leur place tant qu'ils étaient en grève, ils appelaient aussi les travailleurs d'Oullins et des environs à soutenir leur lutte. Cette diffusion de tracts aux ateliers SNCF, ils ont dû l'imposer face aux dirigeants révisionnistes du

PCF qui tentaient de monopoliser les entrées en diffusant un tract sur les prochaines élections municipales !

DÉMASQUER ET COMBATTRE SES FAUX AMIS

Le patron de «L'Alsacienne» a d'abord joué la «carte du pourrissement» espérant qu'au fil des jours les grévistes se diviseraient et capituleraient ! puis il tenta de les intimider en annonçant que si le travail ne reprenait pas à la fin du mois tout le monde serait licencié ! mais il comptait aussi sur les dirigeants CGT pour étouffer la grève ! Tout au long de la grève, ceux-ci s'y sont employés avec ardeur, d'autant plus que de nombreux cheminots éprouvaient de la sympathie pour cette lutte. Pour les dirigeants révisionnistes, il fallait empêcher à tout prix la solidarité qu'ils ne contrôlaient pas. Après les intimidations lors de la diffusion du tract appelant à la solidarité, un délégué CGT de la SNCF s'est emparé du cahier de revendications des grévistes ! pour y inscrire ses «observations» ; notamment il n'était pas d'accord avec les revendications des grévistes, il demandait quelques miettes, la reprise du travail et de nouvelles négociations par la suite !

Et ce sont ces mêmes individus qui prétendent donner des leçons de démocratie et de lutte de classe à tout le monde ! Autant dire que les grévistes étaient particulièrement écœurés mais qu'ils ont très vite compris qu'il leur fallait redoubler de vigilance face à ceux qui tentaient de briser leur lutte. D'autant plus, que le patron avait sauté sur l'occasion pour négocier sur la base des «observations» de ce délégué CGT !

Nouvelle tentative, nouvel échec ! lors des assemblées des grévistes à l'UL-CFDT, le permanent de service de l'UL-CGT (locaux à proximité) tenta à plusieurs reprises d'approcher des grévistes pour les mettre en garde contre leurs moyens de lutte et pour les inciter à reprendre le travail !

LES RAISONS DE LA VICTOIRE

Après 10 jours de grève, malgré les intimidations patronales et le travail de division des dirigeants CGT, le patron de «L'Alsacienne» capitule et doit satisfaire en grande partie les revendications des grévistes :

— augmentation de 6 % au 1/7/76, nouvelles négociations en septembre et décembre 76.

— prime de vacances plus prime de fin d'année (13e mois)

— application de la convention collective, avec rappel depuis le 1er avril 75

— paiement de la prime d'ancienneté

— indication de la classification sur les feuilles de paie

— autorisation d'absence de 2 mois pour les congés pour les travailleurs immigrés

— chaussures de sécurité pour ceux travaillant aux pièces lourdes

— paiement des congés payés avant le départ en vacances

Comme le disent les grévistes, dans un tract du 5/7/76, «Avant et après chaque négociation avec la direction de «L'Alsacienne», nous nous retrouvions tous,

pour que chacun sache exactement ce qui était dit, et décider ensemble, ce qui devra être discuté à la prochaine négociation. Comme ça, nous sommes restés bien unis jusqu'au bout.»

C'est grâce à une ferme application de la démocratie de masse que les travailleurs de «L'Alsacienne» ont pu forger leur unité sur une base de classe prolétarienne, rejetant résolument toute collaboration de classe avec le patron, toute capitulation face aux menaces patronales comme tentaient de les y fourvoyer les dirigeants révisionnistes de la CGT et du PCF.

Cette lutte est aussi riche en enseignements sur la profonde nature des dirigeants révisionnistes, aujourd'hui ils s'opposent systéma-

tiquement à la montée du mouvement de masse «classe contre classe». Demain au pouvoir, à la tête de l'État bourgeois, comme les faux communistes polonais, ils tenteront de briser les profondes aspirations de la classe ouvrière.

A bas l'exploitation capitaliste

A bas la collaboration de classe, vive la lutte «classe contre classe» !

Dans nos luttes imposons la démocratie de masse

Démasquons et combattons ceux qui sabotent nos luttes : les révisionnistes.

Correspondant HR.

LA LUTTE DANS LE SECTEUR "MACHINE-OUTIL"

Le vendredi 18 juin, la branche machine-outil de la CFDT se réunissait dans l'usine Gambin (en grève avec occupation depuis le 30 janvier, contre le licenciement de tout le personnel), afin d'examiner la situation de la machine-outil en France, et d'y apporter des solutions de lutte.

LA RESTRUCTURATION DE LA MACHINE-OUTIL AU DÉTRIMENT DES TRAVAILLEURS

Dans sa quasi-totalité, le secteur est frappé par les licenciements dus à la restructuration. C'est ainsi que Gambin, AMTEC, Cincinnati, sont officiellement en liquidation. Mais c'est aussi Renault machines-outils, qui prévoit 400 licenciements, Renault-Somua, 488 licenciements, etc.

Deux phénomènes se conjuguent :

— 1) la concurrence entre capitalistes qui s'exerce féroce (ainsi que le montrait Marx) fait que les gros capitalistes se débarrassent des petits et moyens concurrents. D'autre part, ainsi que le montrait Lénine, nous sommes dans la phase impérialiste du système. «Les puissants monopoles bancaires détiennent dans leurs mains le destin des capitaux industriels.

C'est ainsi que Gambin est aujourd'hui «étranglé» par les banques à qui il avait emprunté.

— 2) l'avenir de la machine-outil est dans les commandes numériques. Or ceci dépend des monopoles de l'électronique où l'hégé-

monie américaine et allemande est totale.

Le résultat, c'est que la bourgeoisie, se retourne contre les travailleurs, en les licenciant parce qu'aujourd'hui elle n'a «plus besoin d'eux dans ce secteur» !

LE BUREAU NATIONAL CFDT DE LA MACHINE-OUTIL PRÉSENTE LA MEME LIGNE RÉVISIONNISTE QUE LES DIRIGEANTS CGT

A la place de s'en tenir à la juste ligne de lutte classe contre classe, et d'unir les usines de la machine-outil dans une lutte nationale contre les licenciements, et par la suite, s'unir aux autres secteurs en lutte contre le chômage comme le textile, la chaussure, l'horlogerie, etc... le bureau national, n'a rien trouvé de mieux que de «proposer» au gouvernement une société mixte de gestion. (50 % de capital d'État et 50 % de capital privé) pour toute la machine-outil. Cela revient à chercher des solutions patronales à leur crise, au lieu de les combattre.

Pour arriver à leur fin, les dirigeants CFDT, ont appliqué une attitude antidémocratique, digne des dirigeants CGT.

Tout d'abord, la fameuse «société mixte», n'a jamais été discutée à la base....

De plus, en fin de matinée de la réunion, il y eut une conférence de presse où fut présentée la société mixte de gestion, comme un acquis, alors que la discussion véritable ne commença qu'en début d'après-midi !

Quant à la façon de lutter dans le secteur, elle ne peut être véritablement discutée, faute de temps... puisqu'elle a été placée en fin de réunion !

CETTE TRAHISON A ÉTÉ COMBATTUE !

En dénonçant le caractère de collaboration de classe de la «société mixte de gestion», en avançant que seule la lutte nationale de plus en plus dure, suivant un plan de sensibilisation commun, peut amener la victoire, les marxistes-léninistes, soutenus par des syndicalistes honnêtes et clairvoyants, ont dénoncé la ligne révisionniste.

En mettant en avant l'importance de la mobilisation des travailleurs de la machine-outil sur les exemples de Gambin et Amtec, et en expliquant que la crise du capital est inévitable, que les problèmes des profits ne sont pas les nôtres, mais que seul notre emploi nous intéresse, les marxistes-léninistes ont préparé ainsi les travailleurs à refuser le système et ses conséquences.

Développer l'unité par secteur, puis entre les secteurs et de plus en plus en instaurant une lutte à l'échelle nationale qui ira en s'intensifiant (d'une journée à une semaine, puis illimitée par exemple), telle doit être notre tactique, appuyée par une information, des débats et résolutions prises en assemblées générales.

Des marxistes-léninistes de la «machine-outil»



BORDEAUX : UN RESPONSABLE DU PCF RÉCLAME LE CONTRÔLE DE L'EMBAUCHE

Saint-Denis à Ambarès est un institut de l'Enfance inadaptée. Or il apparaît qu'une partie de la section syndicale CGT de cet institut (syndicat CGT de l'Enfance inadaptée), a suggéré de faire un amendement à la loi sociale, où les travailleurs sociaux auraient un droit de regard sur l'embauche, dans un souci d'«homogénéité de l'équipe éducative».

Cette «homogénéité» se ferait bien sûr dans le sens d'une pleine adhésion aux théories contre-révolutionnaires du PCF.

En effet, le personnage à l'origine de cette brillante suggestion où le syndicat pourra bientôt mettre le patron à la retraite et le remplacer, est membre du PCF et de la commission exécutive du syndicat.

Ce même personnage a réuni la section pour examiner la candidature d'une éducatrice et pour donner un avis défavorable, cette éducatrice refusant le flambeau du Programme commun.

Soyons persuadés qu'avec des cadres révisionnistes aussi «responsables», dans la CGT, les travailleurs peuvent dormir tranquilles, le changement promis se fera dans une parfaite continuité ! Seul le patron changera de visage.

des travailleurs sociaux de Bordeaux.

MAISON DES ARTS DE CRETEIL :

NOUVEAU REBONDISSEMENT

Le 29 juin, le conseil d'administration de la MAC avait annulé les 41 licenciements décidés le 9 juin.

Mais l'État et la municipalité ne se sont pas avoués vaincus. Ils sont décidés à faire de la MAC une affaire rentable, c'est pourquoi ils ont convoqué un conseil d'administration extraordinaire le 12 juillet. Après que la municipalité ait déclaré ne plus se porter garante d'un emprunt dont elle avait eu l'initiative, et que le président et 2 membres élus aient démissionné, le conseil d'administration a voté à nouveau 35 licenciements et 35 mises au chômage technique.

Ainsi ils ont profité des vacances, de la fermeture annuelle de la MAC, de l'absence d'un grand nombre d'animateurs et d'usagers pour porter un nouveau mauvais coup aux animateurs.

En attendant de reprendre l'action contre les licenciements les syndicats ont assigné l'association gestionnaire, devant le tribunal.

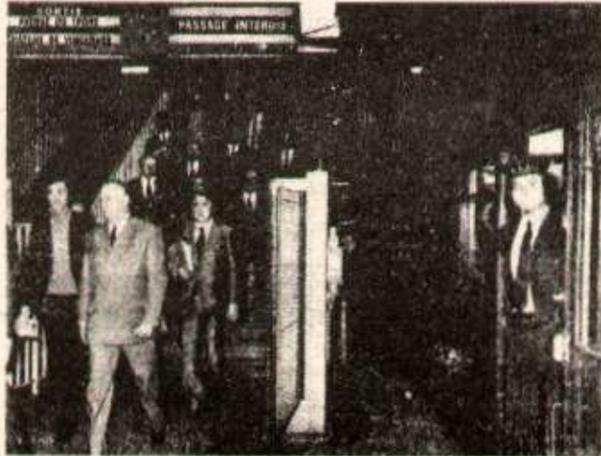
Correspondant HR - Créteil.

en bref... en bref... en bref... en bref...

L'actualité en août

FIN JUILLET : LA CHASSE AUX IMMIGRÉS

Poniatowski, le ministre de la matraque, des opérations «coup de poing», de la chasse aux immigrés...



Poniatowski à la recherche des immigrés (AFP).

— appelé communément ministre de l'Intérieur — se lance dans une violente campagne mensongère contre nos frères immigrés. D'après les «statistiques» de son ministère, «les étrangers vivant en France commettent proportionnellement davantage de crimes et de délits que les français, et dans un domaine où se perçoit la plus forte progression, celui de la grande criminalité». Pour appuyer sa campagne raciste, il avance des chiffres, mais c'est à ce moment-là que l'on découvre la falsification. Ceux-ci en effet reposent sur «100 personnes mises en cause», c'est-à-dire soupçonnées, voire inculpées et non reconnues coupables. Or, les immigrés sont la principale cible de la répression, notamment dans le métro parisien.

Les statistiques du ministère de la Justice démentent celles de l'Intérieur ! Elles révèlent que «pour 85 %, la population pénale est d'origine française» et que le nombre d'étrangers en prison a même baissé : 4 339 le 1er janvier 73 et 4 030 le 1er janvier 74. Bref, pour le ministère de l'Intérieur, il fallait essayer de justifier des prétendues mesures anti-agression dans le métro et anticambriolage se résumant à expulser immédiatement des étrangers qui au vu de la police auraient commis des agressions. Le nombre d'expulsions a été multiplié par plus de 3 depuis 1974. Le nombre d'opérations «coup de poing» dans le métro — visant systématiquement les immigrés — a été multiplié par 30 en 4 ans ! Les effectifs vont être encore renforcés. Voilà de quoi satisfaire la clique social-fasciste de Marchais qui réclame à cor et à cris qu'il y ait plus de flics.

Le 8 août, dans la station de métro Trocadéro, la logi-

que de Poniatowski qui veut que ses flics puissent tirer à vue, a fait que 2 flics — un de Poniatowski et un de la RATP — se sont tirés dessus et les 2 sont morts. C'est cette logique de gansters qu'ils appellent «assurer la sécurité des Français» !!

2 AOUT : LES PAYS REVISIONNISTES ET LES JEUX OLYMPIQUES

Fin des Jeux olympiques de Montréal. Les pays révisionnistes ont remporté le plus de médailles, mais à quel prix ? Ces soi-disant amateurs s'entraînent 8 heures par jour (essayez donc de le faire après 8 heures de travail !), ils sont transformés en machines à obtenir des médailles. Pour en arriver là, ils sont préparés de belle manière : quelques semaines avant une compétition, on leur enlève une quantité de sang que l'on met au frigo. Ensuite on les envoie en altitude pour rétablir leur organisme, fabriquer des globules rouges. Juste avant le concours on réinjecte le sang prélevé et l'excès des globules rouges permet la performance (déclaration de l'ancien champion cycliste belge Emile Masson, aujourd'hui journaliste).



L'escrimeur Boris Onishchenko victime de la politique des nouveaux isars. (AFP).

D'après un autre témoignage d'athlète (pour le saut en hauteur) : «Certaines gymnastes de l'Est se font enlever une ou deux vertèbres pour augmenter la souplesse de leur colonne vertébrale (...) Après quelques

années elles en sont presque infirmes.»

Il y aurait bien d'autres exemples pour témoigner de la politique nazie des «laboratoires humains» en usage dans les pays sous la botte des nouveaux hitlériens de Moscou. Ce ne sont pas des athlètes mais des monstres... qui sont foutus au bout de quelques années de compétition.

Comme les nouveaux tsars veulent se faire passer pour les plus forts, (argument repris par Marchais et les autres révisionnistes occidentaux), alors c'est la tricherie : l'escrimeur soviétique Onishchenko — secrétaire du Pentathlon moderne de l'URSS, champion du monde à plusieurs reprises — poussé par cette politique a été chassé des jeux parce qu'il avait triché son épée !

Voilà la soi-disant progression des pays révisionnistes ! Et en 1980, les jeux seront organisés à Moscou — voilà qui promet — soyons-en sûrs, ils ressembleront étrangement à ceux de Berlin en 1936 sous la dictature nazie.

Pour pallier aux piètres résultats de l'équipe de France, le secrétaire d'État à la Jeunesse et aux sports — Pierre Mazaud — ne propose rien d'autre que d'imiter les pays de l'Est, les laboratoires humains. Le plus grand mépris des masses pour acquérir des médailles, telle est la politique de la bourgeoisie.

6 AOUT : DECLARATION DE CARRILLO

Après le reniement ouvert de la dictature du prolétariat par Marchais et la direction du parti révisionniste japonais — ce dernier allant jusqu'à gommer toute référence au léninisme — c'est maintenant Carrillo qui fait des innovations.

Dans une interview à l'Humanité, le chef du parti révisionniste espagnol, Carrillo, déclare : «Si la majorité des espagnols choisissent la monarchie, nous l'accepterons». Puis, concernant l'avenir du PCE : «Nous n'aurons plus de cellules. Dans le contexte espagnol, la cellule a quelque chose de mystérieux, de secret, de fermé. En renonçant à la clandestinité, nous voulons démontrer que nous voulons jouer complètement le jeu politique démocratique. Sur le plan de l'organisation, nous voulons aussi des structures plus larges que la cellule»

La mafia révisionniste

jette par dessus bord tout ce qui se rattache aux principes communistes, pour essayer d'amadouer la bourgeoisie au pouvoir et se hisser dans les fauteuils ministériels.

6 AOUT : INCIDENTS AU FORUM MUSICAL D'ARLES

Le vendredi soir, 6 août, aux arènes d'Arles, des affrontements ont opposé des groupes de jeunes au service d'ordre privé des organisateurs du festival de folk et de pop music. La raison est simple : 90 F le billet d'entrée, beaucoup ont trouvé cela trop cher et ont tenté de rentrer en force dans les arènes.

Voilà bien la politique de la bourgeoisie : attirer des jeunes vers la musique pop, en passant sans arrêt ces disques à la radio, faire une large propagande pour leur vente commerciale et en tirer le maximum de profit, éditer des magazines spécialisés, faire des festivals... tout cela pour détourner les jeunes des véritables problèmes et les faire casquer au maximum. Après cela, la bourgeoisie cherche à exploiter politiquement les choses, elle parle de violence et de délinquance. Or, c'est elle qui est responsable de la pourriture idéologique qu'elle colporte tout en cherchant à en tirer le maximum de fric.

8 AOUT : ITALIE

La situation politique italienne n'est clarifiée qu'en apparence. Le gouvernement démocrate chrétien minoritaire de Andreotti ayant bénéficié de l'abstention du PCI pour s'installer demeure en liberté surveillée, notamment devant les deux commissions financières les plus importantes, celles des finances et des Affaires constitutionnelles, toutes deux présidées par un membre du parti révisionniste.

Le parti de Berlinguer a d'ailleurs tenu à préciser lui-même que «son abstention au parlement ne constitue qu'une "transition" à son accès au gouvernement qui doit avoir lieu «le plus tôt possible».

Pendant ce temps, la classe ouvrière et le peuple italiens, se préparent pour les grandes luttes de la rentrée.

9 AOUT : L'ACCORD FRANCO- PAKISTANAIS

Dans le domaine de l'énergie atomique la rivalité des 2 superpuissances URSS, USA — ne cesse de se manifester. Mais aujourd'hui leur monopole est

remis en cause. Elles cherchent au maximum à en limiter l'accès à d'autres puissances.

Le 17 mars dernier, la France signait avec le Pakistan un accord de coopération sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Un contrat a été signé concernant une usine pilote de retraitement du combustible irradié. Il a été suivi d'un accord tripartite entre les gouvernements français, pakistanais et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui prévoit le contrôle de cet accord.

Le 9 août, le secrétaire d'État américain Kissinger menace le Pakistan de lui couper les crédits s'il donne suite à cet accord. C'est là une ingérence grossière dans les affaires intérieures d'autres pays. Kissinger essaye de justifier sa menace impérialiste sous le prétexte d'éviter les risques de prolifération de l'arme nucléaire. En fait, il y a déjà eu des pressions à bien d'autres occasions : Concorde, l'Air bus... Dans le cas précis, il n'admet pas de voir remis en cause sa domination, de voir que des pays du tiers monde puissent développer leurs besoins énergétiques en dehors du contrôle des superpuissances. En ce qui concerne l'armement nucléaire, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, eux, n'hésitent pas à développer leur arsenal nucléaire, cela dans un but offensif quels que soient les accords signés. Ils veulent soumettre les peuples du monde par la force, ils sont vraiment mal placés pour faire des remontrances aux autres. Les pressions américaines sur le Pakistan nient de subir un échec, car le 25 août l'accord franco-pakistanaï a été confirmé.

21 AOUT : 8 ANS APRES L'AGRESSION RUSSE EN TCHECOSLOVAQUIE

Il y a 8 ans, le 21 août 1968, les chars russes déferlaient sur la Tchécoslovaquie. L'agression avait commencé dès le 20 au soir. A



Les troupes d'occupation soviétiques à Prague en 68.

cette date, un avion soviétique de l'aéroflot transportant des «civils» demande à l'aéroport international de Prague l'autorisation d'atterrir en catastrophe, s'affirmant à court d'essence. Dès qu'il est posé, les passagers «civils» surgissent, mitrailleuse au poing. Un commando de techniciens soviétiques de la navigation aérienne s'assure le contrôle de l'aéroport. A 3 heures du matin, les chars de l'URSS et de ses satellites franchissent la frontière, s'assurent la maîtrise de la capitale, prenant d'assaut les bâtiments administratifs. De nombreux accrochages ont lieu avec la population qui tente de résister faisant plusieurs dizaines de morts. Depuis l'ordre fasciste de Brejnev règne à Prague, toujours quadrillé par les chars russes.

Les autorités fantoches installées en Tchécoslovaquie par Moscou s'efforcent de passer sous silence l'anniversaire de l'agression. Mais le monde n'oublie pas.

Les journaux des partis et organisations marxistes-léninistes des pays nord-européens ont publié de nombreux articles à cette occasion, condamnant ce crime du social-impérialisme russe. Ils appellent notamment à soutenir le peuple tchécoslovaque dans sa lutte contre l'invasion et à combattre la politique d'agression et de guerre poursuivie par les deux superpuissances et particulièrement l'URSS.

A Stockholm, plus de 400 personnes ont organisé un meeting de soutien au peuple tchécoslovaque, différentes manifestations ont eu lieu devant l'ambassade de Tchécoslovaquie.

A Bruxelles, cinq cent jeunes Belges ont manifesté dans les artères principales de la capitale contre l'occupation russe en Tchécoslovaquie et la menace militaire soviétique accrue de jour en jour sur l'Europe occidentale.

Ces actions sont le symbole de la haine des peuples contre le social-impérialisme russe qui va en grandissant au fur et à mesure que tombe son masque débonnaire, révélant sa véritable nature : impérialiste et fasciste.

LES SYNDICATS ET LA POLITIQUE

Les rapports entre la lutte politique et la lutte syndicale, entre les partis politiques et les organisations syndicales ont fait et continuent de faire l'objet de nombreuses controverses dans le mouvement syndical. Le but du présent article n'est pas de faire un historique de la question. Encore moins de présenter un débat académique à nos lecteurs ouvriers. Ces questions ont essentiellement une portée pratique fondamentale pour l'activité militante et l'orientation de tout syndicaliste ouvrier, de tout ouvrier révolutionnaire. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la situation du mouvement syndical dans la plupart des pays capitalistes (Angleterre, Italie, Belgique, France) et dans les pays révisionnistes (URSS, Pologne, etc.). Le récent congrès de la CFDT comme les objectifs de la CGT, dans une situation de crise généralisée du système impérialiste et capitaliste prouvent à l'évidence que le mouvement syndical est profondément impliqué dans la mise en place d'une solution de rechange politique destinée à sauver la bourgeoisie monopoliste lorsque le gouvernement actuel ne sera plus en mesure de résister à la colère de la classe ouvrière et des masses populaires. La question essentielle qui se pose est alors : le mouvement syndical prendra-t-il toute sa place dans la lutte engagée par la classe ouvrière et le peuple pour l'abolition du système d'exploitation de l'homme par l'homme ou bien servira-t-il d'instrument aux exploités pour mater la révolution et maintenir en place le régime capitaliste ? Quelle conception du syndicat de classe les communistes marxistes-léninistes défendent-ils ?

C'est Karl Marx qui, lors du premier congrès de l'Internationale en 1866 à Genève formula clairement le rôle et les tâches du mouvement syndical :

« Les trade-unions (1), agissent utilement en tant que centres de résistances aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat » (2).

L'ACTIVITE POLITIQUE DES SYNDICATS

Partout et de tout temps, les syndicats de classe s'en sont tenus à cette juste attitude de principe.

Il faut lutter contre l'appauvrissement de la masse des travailleurs, les licenciements, l'aggravation des conditions de travail, mais aussi contre la limitation des libertés démocratiques et des droits syndicaux, contre les empiétements des monopoles et de leur instrument, l'impérialisme, contre les atteintes à l'indépendance nationale, pour soutenir les luttes révolutionnaires des peuples du monde.

Or, n'est-il pas évident, pour les deux derniers points par exemple que l'orientation actuelle de la CGT et de la CFDT va à l'encontre d'une telle politique ?

Il existe pourtant de solides traditions dans ce domaine.

La classe ouvrière et les masses populaires ont montré jusque dans un passé récent leur capacité à mener une lutte active contre l'impérialisme. Or, à mesure qu'aux côtés de l'impérialisme US s'est dressé un nouvel impérialisme (le social-impérialisme soviétique), les luttes anti-impérialistes ont perdu peu à peu leur caractère de masse.

Si on en est venu, en France à mettre au rencard la lutte anti-impérialiste, n'est-ce pas pour tenter de cacher à la classe ouvrière et aux masses populaires le fait que l'URSS devenait une puissance impérialiste ? N'est-ce pas parce que les directions syndicales sont opposées à l'indépendance totale des peuples et pays qui restent colonisés par notre propre impérialisme ?

En outre de multiples voix s'élèvent dans le monde pour dénoncer les agissements des deux superpuissances (USA et URSS) et les risques que fait courir leur rivalité pour la paix mondiale.

N'est-il pas de la responsabilité du mouvement syndical, de faire découvrir aux travailleurs ces réalités et d'organiser l'action des travailleurs des différents pays contre l'impérialisme et le social-impérialisme ? Certes, aujourd'hui ni la CGT ni la CFDT ne prétendent être apolitiques comme le firent longtemps certaines directions syndicales.

L'«apolitisme» prétendu de syndicats comme FO ou la CFT cache en fait une politique favorable au gouvernement et hostile à l'émancipation des travailleurs. Mais il ne suffit pas de reconnaître que le mouvement syndical a sa place dans la lutte politique encore faut-il savoir de quelle politique il s'agit. Le soutien apporté par la CFDT et la CGT au Programme commun à l'Union de la gauche est-il conforme à une politique anticapitaliste, une politique qui sert les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ? Certainement pas.

En effet, le Programme commun s'est attaché à faire la liste de différentes revendications en ayant soin de montrer que le système d'exploitation capitaliste était capable de les satisfaire.

Loin de remettre en cause le pouvoir des monopoles, comme le prétend notamment le Parti communiste français, ce programme contribue à renforcer la bourgeoisie monopoliste. Même les nationalisations, présentées comme la panacée, ne peuvent faire illusion, comme le montrent clairement les profits que tire la bourgeoisie monopoliste des nationalisations effectuées dans le cadre du capitalisme. Si le Programme commun n'est pas avare de promesses démagogiques, il est par contre muet sur la question de la lutte contre les menaces hégémoniques des USA et de l'URSS sur l'Europe et prône le maintien des colonies sous domination française. Et même dans le comportement quotidien de la CGT par exemple, où peut-on trouver trace d'une politique anticapitaliste ?

Est-ce le comportement honteux qu'elle a eu en 1968 en trahissant délibérément la lutte des travailleurs et les étudiants ?

Est-ce en soutenant la direction de Renault et le pouvoir directement responsable de l'assassinat de Pierre Overney ?

Est-ce en prenant la défense de «l'intérêt national», du «potentiel industriel» comme chez Rateau ou Néogravure et dans toutes les entreprises liquidées ?

Est-ce en sabotant les luttes contre les licenciements par des mots d'ordre comme «maintien de l'emploi du plus grand nombre» et «mieux vaut 10 licenciements que 150» ?

Est-ce en coopérant directement avec le patronat de l'imprimerie : ce qui permet de comparer la CGT du Livre à la CFT de l'automobile ?

Est-ce en cherchant systématiquement, comme le fait le PCF, à tromper les travailleurs sur la nature réelle des régimes des pays de l'Est, présentés comme socialistes, en fait dominés par le social-fascisme ?

Si les conceptions soi-disant «apolitiques» du syndicat ont donc largement disparu du mouvement syndical en France, la lutte entre ligne politique au service du régime capitaliste ou ligne politique au service de la classe ouvrière reste l'objet essentiel de la bataille dans les organisations syndicales.

DE L'INDEPENDANCE DES SYNDICATS

Mais pour camoufler leur soumission à un projet politique contre-révolutionnaire les dirigeants de la CGT, qui ont d'ailleurs supprimé de leurs statuts la formule de Marx «pour l'abolition du salariat», proclament bien haut et fort qu'ils sont indépendants des partis politiques. Quelle farce, alors que Séguéy et Krasucki sont membres du bureau politique du faux Parti communiste français et qu'à chaque campagne du PCF la direction de la CGT emboîte le pas docilement. Les dirigeants réformistes de la CFDT font de même alors que la plupart des responsables sont membres du parti socialiste et que le soutien de la confédération à l'Union de la gauche est moins équivoque que jamais depuis son 37e Congrès.

Les organisations syndicales, comme tout mouvement social, ont un caractère politique et idéologique. Le syndicalisme de classe se place résolument au service de la classe ouvrière et proclame ouvertement que dans la lutte qui oppose fondamentalement la classe des exploités et celle des exploités il est pour le renversement du pouvoir des exploités. Le syndicalisme de classe ne peut en aucun cas accepter d'être dépendant d'une façon ou d'une autre, de l'idéologie bourgeoise.

L'indépendance du syndicat par rapport au gouvernement quel qu'il soit dans le régime capitaliste ou aux partis défenseurs des intérêts de la bourgeoisie, quels que soient les masques de «gauche» sous lesquels ils se dissimulent est donc une nécessité vitale. Mais cette indépendance n'a rien à voir avec une quelconque «neutralité» politique ou indépendance à l'égard de tout parti politique. Les marxistes-léninistes et tous les ouvriers conscients se battent dans les syndicats pour que ce soit l'idéologie prolétarienne et le point de vue révolutionnaire de la classe ouvrière qui dominent. Prétendre que le syndicat doit être indépendant de toute idéologie est aussi stupide que prétendre qu'on peut vivre sans oxygène et ceux qui le disent ne le font que pour mieux masquer les

ficelles qui les relient à la bourgeoisie. Comme le disait déjà Lénine : «Le travail dans les syndicats ne doit pas être mené dans l'esprit de la neutralité, mais dans celui de l'établissement des liens toujours plus étroits entre les syndicats et le parti social-démocrate» (3). Les communistes ont toujours considéré les syndicats comme d'importants maillons et leviers qui rattachent le parti communiste aux larges masses travailleuses. Cela ne veut pas dire pour autant que les marxistes-léninistes considèrent les syndicats comme leur propriété et y agissent de manière manipulatrice et pratiquent la «magouille» et la conspiration comme le font tous les politiciens bourgeois, révisionnistes ou trotskystes. Les marxistes-léninistes, dans le respect des règles de fonctionnement démocratique d'une organisation de masse et de la diversité d'appartenance politique ou philosophique des travailleurs, militent dans les syndicats dans le but d'entraîner, d'instruire et d'éduquer les masses ouvrières mais aussi pour apprendre auprès d'elles.

Ce ne sont pas des règles organisationnelles de non cumul de responsabilités politiques et syndicales par exemple qui préserveront les syndicats de la pénétration de l'idéologie bourgeoise ni les discours vides de sens sur une prétendue indépendance à l'égard des partis mais une lutte constante contre toutes les influences néfastes au mouvement ouvrier et notamment aujourd'hui l'influence du révisionnisme moderne représentée par le PCF en France. Cette lutte est indispensable au triomphe de la révolution prolétarienne et se poursuivra dans la société socialiste où le syndicat est, comme l'écrivait Lénine : «... une organisation de la classe dirigeante, dominante, de la classe au pouvoir, qui exerce la dictature, exerce la contrainte étatique. Mais ce n'est pas une organisation d'Etat coercitive ; son but est d'éduquer, d'entraîner, d'instruire, c'est une école du communisme.» (4)

(1) : C'est le nom des premiers syndicats anglais, les plus puissants à l'époque.

(2) : cité dans le livre du dirigeant syndical albanais Filip Kola «Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial» paru au Nouveau bureau d'édition (NBE) p. 25.

(3) : «la neutralité des syndicats» Œuvres complètes de Lénine T. 13. Le parti communiste de Russie s'appela à l'époque parti social-démocrate.

(4) : «Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky» Œuvres complètes de Lénine T. 32.



Le 27 mai 1968, les grévistes de Renault-Billancourt rejettent le protocole d'accord conclu à Gien entre Pompidou et les dirigeants syndicaux. Réunis en assemblée générale pour écouter Séguéy et Frachon venus défendre les vertus du protocole, les grévistes infligent une gifle magistrale aux dirigeants révisionnistes.

Liban

USA-URSS, LES VRAIS RESPONSABLES DE LA SITUATION LIBANAISE

LE COMLOT DE L'URSS

Après plusieurs semaines de durs combats, le camp palestinien de Tall El Zaatar où vivaient également plus de 10 000 libanais est tombé sous le contrôle des unités militaires phalangistes. Les divers observateurs ont fait état de massacres en masse et d'exécutions sommaires contre la population du camp et des combattants palestiniens lors de l'évacuation. Les crimes commis par les troupes phalangistes à Tall El Zaatar ne font que rallonger une liste déjà longue de victimes tombées des deux côtés des fameuses «lignes de démarcation», dans une guerre civile qui ne correspond en rien aux intérêts des peuples libanais comme palestinien.

Aujourd'hui se saisissant de l'indignation soulevée par de tels crimes dans de larges fractions de l'opinion publique internationale, les partis révisionnistes orchestrent sous la baguette des dirigeants de l'URSS une soi-disant campagne humanitaire de soutien à la Résistance palestinienne et aux «progressistes libanais». Tels des charognards ils utilisent les cadavres libanais et palestiniens tombés dans la guerre civile comme un prétexte pour lancer une offensive politique au service des intérêts expansionnistes de l'URSS. Si les buts et les complots de l'impérialisme américain sont souvent bien compris par les peuples, les progressistes du monde entier il n'en va pas de même pour les complots et manœuvres du social-impérialisme. Comment une superpuissance qui maintient sous le joug fasciste différentes nationalités en URSS même ou divers pays de l'Europe de l'Est pourrait-elle être tenue pour une alliée des peuples en lutte pour leur émancipation ? Aujourd'hui à propos de Liban, l'URSS et les partis révisionnistes réclament à cor et à cri la cessation de l'intervention syrienne par exemple. Mais qui s'ingère brutalement dans les affaires intérieures des pays arabes, qui porte l'entière responsabilité de la grave situation libanaise ?

Est-ce que le nouveau cessez-le-feu conclu entre les diverses forces en présence entrera effectivement en application et durera ? C'est la question que se sont posés plus de cinquante fois les amis authentiques des peuples palestinien et arabes depuis seize mois que dure la guerre civile au Liban. Mais jusqu'à présent, le scénario fut à chaque fois le même, après quelques heures, tout au plus quelques jours de trêve, les combats reprenaient dans tous les quartiers de Beyrouth et d'autres parties du Liban.

Aujourd'hui Beyrouth offre le visage d'une ville dévastée, bombardée quotidiennement, et le nombre de victimes s'élève à 35 000 morts et 150 000 blessés. La population vit dans des conditions d'hygiène et de ravitaillement précaires et les blessés même légers sont en danger de mort faute de soins et de médicaments. La bataille pour le contrôle du camp de Tall El Zaatar ne fut qu'un épisode particulièrement dramatique d'une situation qui n'a fait qu'empirer au fil des jours et que certains, non sans arrière pensée, ont fait mine alors de découvrir. Mais dans cette ville dévastée, appauvrie, il est une denrée qui ne se raréfie pas, au contraire, ce sont les armes et les munitions les plus perfectionnées. L'intervention étrangère au Liban n'est donc pas douteuse, mais qui donc a intérêt à la poursuite de la guerre civile, à la division entre peuples et pays arabes, au détournement de la révolution palestinienne de son objectif : libérer la Palestine occupée ? Poser la question, c'est y répondre. Les deux superpuissances USA et URSS qui poursuivent leurs préparatifs de guerre, rivalisent avec toujours plus d'apreté pour le contrôle et la domination du globe et sont les premiers responsables du développement et de la poursuite de la guerre civile au Liban.

Nouvel arrivé à la table impérialiste, le social-impérialisme n'en a pas moins un appétit féroce. Il est passé à l'offensive dans tous les do-

maines, économique, politique et militaire, partout dans le monde pour disputer à son rival américain toutes ses zones d'influence ou tout au moins y saper sa domination, profitant pour cela du déclin de l'impérialisme américain ébranlé par les nombreuses luttes de libération nationale sur tous les continents.

La tactique de l'URSS

Pour réaliser ces entreprises et élargir sa propre zone d'influence, le social-impérialisme achète à coup de roubles, d'aide économique ou de pressions de toutes natures des cliques à sa solde dans divers milieux dirigeants, il utilise d'autre part les différents partis révisionnistes en place qui se comportent en véritables «chevaux de Troie» du social-impérialisme et enfin cherche à utiliser à son profit les mouvements ou luttes de libération nationale dirigés contre l'impérialisme américain ou d'autres.

En s'ingérant grossièrement dans les affaires intérieures de divers pays ou dans les relations entre pays du tiers-monde notamment, il s'efforce de provoquer des troubles, des divisions ou d'exacerber ceux qui existent déjà afin de dresser des peuples les uns contre les autres et de briser le front de ceux qui ont intérêt à s'unir contre l'hégémonie et l'impérialisme. C'est ainsi qu'il a procédé pour démembrer le Pakistan, pour tenter de renverser par un coup d'État le gouvernement du Soudan (la dernière tentative remonte à juin de cette année) ou en Angola pour y installer son influence. La guerre civile en Angola constitue d'ailleurs de ce point de vue un solennel avertissement à tous les peuples du monde. On y a vu le social-impérialisme, qui jusque là n'avait fourni aucune aide militaire aux différents mouvements de libération nationale, approvisionner subitement et en abondance le seul MPLA afin de le pousser à la guerre civile contre l'UNITA et le FNLA une

fois l'indépendance acquise.

Tirer les leçons de l'ingérence soviétique en Angola

Le social-impérialisme a poussé sa politique d'ingérence jusqu'à faire débarquer en Angola plus de 10 000 mercenaires cubains, des chars et des armes ultra-modernes par avions et bateaux entiers. Certains éléments de la situation au Liban et au Moyen-Orient ne sont pas sans rappeler de façon troublante les pratiques impérialistes de l'URSS. Le Liban était traditionnellement dans la zone d'influence américaine tout en étant la principale base d'établissement des Palestiniens chassés de leur terre par le sionisme. Ce n'est qu'après les déboires dans sa politique d'infiltration en Égypte que l'URSS a autorisé, à contre-cœur l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien, à installer un bureau à Moscou (voir article de «Chine nouvelle» ci-contre) et à livrer quelques armes aux Palestiniens. C'est subitement, en juin 1975 que les révisionnistes libanais se sont rendus acquéreurs de sièges et bâtiments de toutes sortes à Beyrouth dans des proportions sans commune mesure avec leur influence et leurs ressources propres.

Il est de notoriété publique que l'État-major des forces dites progressistes s'est plusieurs fois réuni à l'ambassade d'URSS à Beyrouth et que certains dirigeants ont souhaité ouvertement une intervention «plus ferme» y compris militaire de l'URSS dans la guerre civile au Liban. Nicolas Chaoui, secrétaire général du parti révisionniste libanais, n'a-t-il pas déclaré lors de sa visite, sur invitation de Marchais, à Paris, «nous voulons un Liban qui aura des relations amicales avec tout le monde, sans aucune exception, qui mettra fin à l'influence privilégiée des États-Unis et des autres pays impérialistes» (1). Peut-on mieux traduire une des motivations de certaines forces politiques libanaises qualifiées pour la circon-

ce de «progressistes» et qui explique le subit engouement des partis révisionnistes pour la Résistance palestinienne qu'ils avaient jusqu'alors systématiquement ignoré ou calomnié. Le bulletin de la municipalité révisionniste d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), quant à lui, est plus explicite : il appelle dans le numéro d'août à la «solidarité» avec les seuls progressistes libanais. Il a tout simplement oublié de mentionner la Résistance palestinienne ! La leçon n'est pas encore bien apprise. Cette volte-face du camp révisionniste à propos de la Résistance palestinienne traduit bien le complot destiné à placer la résistance dans l'orbite du social-impérialisme pour lui imposer des solutions contraires à ses intérêts les plus fondamentaux, dans le cadre de la rivalité avec les USA.

L'URSS n'est pas et n'a jamais été une amie de la Résistance palestinienne

Cette politique de complot auprès d'authentiques mouvements de libération nationale, l'URSS la pratique au nom du socialisme et de l'aide aux luttes anti-impérialistes. Mais les changements de tactique ne modifient en rien ses objectifs contre-révolutionnaires, expansionnistes et agressifs. Au contraire. Pas plus dans le passé que dans le présent la politique des nouveaux tsars n'a été favorable aux peuples du monde. Dans les premières années du déclenchement de la guerre du peuple palestinien l'URSS a injurié le Fath et la résistance qualifiés à l'époque d'aventuristes et de jusqu'aboutistes. En 1967 après la guerre d'agression sioniste contre les pays arabes, l'URSS a mis au point avec les USA la fameuse résolution 242 de l'ONU qui ignore les aspirations nationales du peuple palestinien à libérer toute la Palestine de la domination impérialiste et sioniste, garantit le droit à l'existence de l'État colonialiste et raciste d'Israël, et

traite la question palestinienne de question de «réfugiés». Tout cela dans le but d'instaurer au Moyen-Orient un état de «ni guerre ni paix» favorable à toutes les intrigues et complots des deux superpuissances. Cette collusion des deux superpuissances pour maintenir un état de tension dans la région ne traduit d'ailleurs qu'un phénomène temporaire leur permettant de poursuivre leur dispute et d'accroître leur rivalité qui les conduira inévitablement à la guerre. Ce qu'elles veulent c'est contrôler ou la paix ou la guerre dans la région pour y préserver leurs intérêts.

En 1973, durant la guerre d'octobre, les USA et l'URSS ont à nouveau mis au point une résolution, imposée au conseil de sécurité de l'ONU dans le but d'imposer un cessez-le-feu aux pays arabes et aux combattants palestiniens, alors que les sionistes israéliens n'avaient jamais été aussi isolés. Cette fameuse résolution, dite du 22 octobre, a été à l'époque dénoncée par l'OLP et de nombreux pays arabes. Podgorny, ministre des Affaires étrangères de l'URSS déclarait alors «à propos de la question du Moyen-Orient, je ne souhaite pas argumenter pour savoir qui est l'agresseur, ce n'est pas là le fond du problème». Pendant la guerre même l'URSS s'est pressée de rapatrier ses experts militaires et a suspendu la livraison d'armes essentielles à l'Égypte notamment. N'est-ce pas là la preuve de la politique foncièrement anti-arabe et antipalestinienne des dirigeants soviétiques ?

Les révisionnistes défendent l'existence du sionisme israélien

Et cela n'a pas changé aujourd'hui quand ils complotent contre les Palestiniens et les peuples arabes, ils ressortent la fameuse résolution 242 et veulent l'imposer à tout prix. Ils se posent en protecteurs des causes arabes et palestinienne mais garantissent l'«existence nationale d'Israël» (2). Pour mieux

masquer leur responsabilité auprès des peuples du monde ils pleurent sur les cadavres libanais et palestiniens mais ils ont déjà montré partout dans le monde qu'ils n'hésiteront pas à marcher sur des millions de cadavres pour mieux instaurer leur domination, utiliser des peuples comme chair à canon pour rivaliser avec les USA. Les sociaux-impérialistes, pour tenter de tromper, distribuent eux-mêmes des qualificatifs de conservateurs et de réactionnaires aux uns, de progressistes aux autres, tout cela dans le but de semer la confusion. Mais pour le Liban par exemple, il est de notoriété publique qu'ils mangent à tous les râteliers : Gemayel était invité l'année dernière à une réception à l'ambassade d'URSS et deux membres du gouvernement syrien sont des dirigeants qu'ils ont installé eux-mêmes à la tête du parti révisionniste syrien à la suite d'une crise en 1972 ! Ce sont là des facettes multiples d'une même politique. Suivant les circonstances ce sera telle force ou telle autre que poussera en avant le social-impérialisme en fonction de l'évolution du rapport de force avec les USA. Et pour tromper l'opinion publique, les étiquettes, les bons et les mauvais points sont distribués par les nouveaux tsars suivant leur «ami du moment» tout en gardant des atouts dans différents camps à la fois.

C'est cette politique que combattront tous les anti-impérialistes conséquents, à la tête desquels les marxistes-léninistes du monde entier en renforçant leur lutte contre l'hégémonisme des deux superpuissances et l'impérialisme, en combattant tout ce qui divise les peuples ou les pays arabes entre eux et en soutenant ce qui les unit, en renforçant le soutien à la cause sacrée de la Révolution palestinienne : la lutte pour le recouvrement de ses propres terres, la libération de toute la Palestine colonisée par le sionisme israélien et l'instauration d'une Palestine démocratique, laïque et indépendante. Les récentes victoires anti-impérialistes des peuples du tiers-monde, l'essor impétueux des luttes de libération nationale en Asie et en Afrique plus récemment ont déjà mis en échec bien des complots des deux superpuissances, elles seront plus grandes encore dans les années à venir quelles que soient les tactiques nouvelles adoptées notamment par le social-impérialisme.

(1) et (2) : «France nouvelles hebdomadaire du PCF No du 16/8/76 p. 13 et 8.
(3) : chef des phalangistes libanais.

LA TRAHISON SOVIETIQUE A L'EGARD DES PALESTINIENS

Extraits d'un commentaire de l'agence chinoise Hsinhua (18 août 1976)

Les révisionnistes soviétiques ont appliqué depuis des années une double tactique contre-révolutionnaire sur la question palestinienne. Leur constant changement d'attitude n'a cependant rien changé à leur position réelle, qui est d'agir à l'encontre des intérêts fondamentaux du peuple palestinien et de servir les besoins de leur stratégie social-impérialiste caractérisée par l'agression et l'expansion au Moyen-Orient et la rivalité pour l'hégémonie avec les impérialistes américains.

ainsi infligée, les révisionnistes soviétiques ont essayé de réprimer la révolution palestinienne et se sont répandus en insultes à son propos. Ils nourrissent en vérité une haine implacable envers la lutte armée sacrée du peuple palestinien et ne veulent qu'une chose : son écrasement.

Les invectives soviétiques n'ont cependant pu mettre en échec la lutte du peuple palestinien, laquelle a au contraire remporté victoire sur victoire. Le peuple palestinien a su acquérir, par les armes et le sang, le droit de

lutte politique) du problème moyen-oriental.

Ces dernières années, en particulier depuis 1976, les autorités et la presse soviétique se sont accrochées à la résolution 242 adoptée par le conseil de sécurité de l'ONU le 22 novembre et affirmant que le problème du Moyen-Orient devait être résolu sur la base de cette résolution qui fait de la question palestinienne une question de «réfugiés».

Tout le monde sait que la résolution 242 ne condamne pas les agresseurs israéliens, ni ne fait de réf-

arabes et palestinien et que s'élève leur niveau de conscience, de plus en plus nombreux sont les gens qui arrachent leur masque aux révisionnistes soviétiques. Il convient de savoir cependant qu'ils ne cesseront jamais de tramer de nouveaux complots, d'entonner leurs mêmes vieilles rengaines et de présenter de nouvelles représentations aussi trompeuses.

LA SITUATION AU LIBAN

Extraits d'un commentaire
de l'Agence télégraphique albanaise
(ATA) (14 août 1976)

... Les véritables auteurs de la grave situation créée au Liban sont les deux superpuissances impérialistes, les USA et l'Union soviétique, ainsi que les sionistes israéliens. En vue d'atteindre leurs visées expansionnistes et rapaces au Moyen-Orient, les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes soviétiques ont cherché et cherchent à liquider la résistance palestinienne, à s'ingérer brutalement dans les affaires intérieures des pays arabes et à briser l'unité de ces peuples. Le crime qu'on commet à Taï El Zatar est un maillon des complots des deux superpuissances et des sionistes

contre le peuple palestinien. Or le peuple palestinien est loin de se laisser vaincre, tout au contraire, il mène une lutte ferme pour sa cause juste, légitime et indéniable, qu'est le recouvrement de ses propres terres paternelles.

Renforçant la lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique ainsi que contre l'instrument à leur soie qu'est Israël agresseur, le peuple palestinien et les autres peuples arabes consolideront leur unité et feront échouer les complots anti-palestiniens et anti-arabes.

Le soutien de la Chine à la lutte du peuple palestinien

Dès le déclenchement de sa lutte armée le peuple palestinien reçut le soutien internationaliste de l'État et du peuple chinois dirigés par le président Mao Tsé-toung. Depuis ce soutien ne s'est pas démenti un seul instant, et dans les circonstances présentes il peut servir d'exemple pour distinguer le vrai soutien du faux, l'aide sans ingérence d'une prétendue aide-monnaie d'échange par des pressions politiques ou autres de tous ordres. Nous citons ici quelques extraits de déclarations de sources palestiniennes sur ce sujet :

1) Extraits d'un article de Hani El Hassan (membre du conseil révolutionnaire du Fath) paru dans le journal «Al Safir» le 17 juillet 1975 (cet article est cité intégralement dans la brochure d'André Colère éditée aux Éditions du Centenaire «Palestine, guerre du peuple» :

Tous ceux qui connaissent l'histoire de la Révolution palestinienne savent que la Révolution algérienne et la Révolution chinoise ont montré au peuple palestinien la meilleure voie à suivre pour mettre fin au colonialisme et au sionisme dans le monde arabe, la voie de la guerre du peuple.

En 1964, la Chine populaire fut le premier pays socialiste à ouvrir ses portes à un mouvement révolutionnaire palestinien qui proclamait que la défaite du colonialisme et du sionisme ne pouvait se faire que par la violence armée. Les délégations palestiniennes eurent alors des rencontres avec des organisations populaires, rencontres qui furent couronnées par une entrevue avec le président Mao lui-même, au cours de laquelle fut discuté ce qui pouvait être fait. Le président Mao avait alors terminé l'entrevue en disant : «Toutes les possibilités dont dispose le peuple chinois seront mises à la disposition de toute révolution palestinienne que vous aurez déclenchée.»

Le grand combattant avait alors ajouté avec modestie : «J'ai étudié votre cause et je l'ai trouvée d'une grande complexité. Si vous parvenez à déclencher une guerre populaire, vous présenterez au monde une expérience de guerre du peuple d'un type nouveau.

C'est pourquoi je suivrai avec grande attention votre progression.»

C'est alors que la Chine, qui était en pleine Révolution culturelle, a ouvert les portes de son Académie militaire de Nankin à des dizaines de nos officiers et de nos cadres. A la fin et au début de chaque session, un camarade chinois confiait au responsable et au délégué politique de la session qu'un navire chargé d'armement était déjà parti.

L'Histoire enregistrera avec raison que de 1967 à 1970 le peuple palestinien a combattu avec un armement chinois que le grand peuple chinois, sous la direction du Parti communiste chinois, lui a offert. La Chine, l'Égypte et la Syrie furent les seules bases de soutien durant ces années difficiles. A noter que le soutien de la Chine représentait la plus grande partie de l'aide reçue.

Ces positions concrètes que prit la Chine populaire dans les périodes de crises et d'épreuves, positions dénuées de toute exigence particulière et de toute pression font de la Chine populaire un pays ami, cher au cœur des Palestiniens.....

La Chine populaire refuse la politique de l'hégémonie et adopte le principe qui consiste à compter sur ses propres forces. Aussi, les

relations sino-palestiniennes n'ont jamais connu de tentatives d'orientation ou de domination. Ainsi, l'année dernière, au cours d'une entrevue avec le vice-président des Ministres, Li Sien Nen au ministère des Affaires étrangères, il nous fut dit : «Nous adopterons immédiatement toute décision palestinienne. Mais nous adopterons une position particulière vis-à-vis de toute décision qui ne serait pas strictement palestinienne.»

A la veille de notre arrivée en République populaire il nous faut rappeler toutes ces vérités afin que tout le monde sache la véritable position politique de la Chine : Sa contribution militaire et en armement a été d'une grande importance dans la poursuite et le développement de la révolution armée.

**** * * * * *
2) Déclaration de Yasser Arafat le 21 mars 1970 lors d'une visite à Pékin. (extraits)

«Le soutien que le peuple chinois accorde à la cause révolutionnaire de la Palestine occupée et spoliée constitue un pilier du développement de la révolution palestinienne. Je ne dévoile pas de secret en disant que le premier soutien reçu par le Fath, quand il a déclenché la révolution, provenait de Pékin.»



Un commando du Fath en opération en Palestine occupée

Le soutien ou l'opposition à la lutte armée du peuple palestinien, c'est une pierre de touche qui permet de juger de l'attitude de l'Union soviétique à l'égard la révolution palestinienne.

Le peuple palestinien déclenchait en 1965 la lutte armée contre les agresseurs israéliens, ce qui faisait entrer dans une nouvelle étape sa lutte pour la restauration de ses droits nationaux. Cet événement réjouissait les peuples révolutionnaires du monde entier, qui exprimaient à cette occasion leur soutien chaleureux. Or les révisionnistes soviétiques de leur côté, faisaient la sourde oreille à ce grand développement de l'histoire de la lutte du peuple palestinien comme s'il n'y avait pas du tout de révolution palestinienne.

Après 1967, les commandos palestiniens progressaient victorieusement sur la voie de la lutte armée. Cela constituait un défi d'importance à un complot des deux superpuissances qui cherchaient à maintenir le Moyen-Orient dans une situation de «ni guerre, ni paix» Furieux de l'humiliation qui leur avait été

parler. A cette même époque, les révisionnistes soviétiques ont sub un revers dans leur infiltration et leur expansion en Égypte et le véritable visage des nouveaux tsars a été mis à nu devant les peuples arabes. C'est dans ces circonstances que les révisionnistes soviétiques ont fait une complète volte-face dans leur attitude à l'égard de la révolution palestinienne. Ils ont répété à satiété que l'Union soviétique était «l'alliée naturelle la plus sûre» des peuples palestinien et arabes et fourni non sans arrière-pensées quelques armes aux commandos palestiniens.

Ce geste fait par les soviétiques visait d'une part à tromper l'opinion publique arabe et mondiale, mais plus encore à utiliser à leur profit, cette excellente situation créée par les héroïques fils et filles du peuple palestinien au prix de leur sang et de leurs vies pour placer la lutte du peuple palestinien dans leur orbite comme un pion au service de leur dispute avec les États-Unis pour l'hégémonie au Moyen-Orient. Les révisionnistes soviétiques cherchent à «lier» le mouvement palestinien à leur «so-

lution aux droits nationaux du peuple palestinien.....

L'Union soviétique, malgré toutes ses belles paroles, n'a épargné aucun effort pour rabaisser la position politique de l'OLP et refuse de le reconnaître comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Il a fallu attendre 1974 pour qu'elle autorise, et encore à contre-cœur, l'OLP à établir un bureau au sein du comité soviétique de solidarité afro-asiatique et ce bureau n'a été effectivement mis sur pied qu'en juin de cette année. Alors que les révisionnistes soviétiques n'ont pas hésité à dresser de tels obstacles et à procéder de façon dilatoire sur un tel problème, comment peuvent-ils encore avoir le front de parler à profusion de leur prétendu «soutien» à la révolution palestinienne ?

Les variations de tactiques contre-révolutionnaires utilisées par les révisionnistes soviétiques au sujet de la lutte armée du peuple palestinien servent entièrement leur objectif général contre-révolutionnaire. Au fur et à mesure que s'intensifie la rivalité soviéto-américaine pour l'hégémonie, que se développe la lutte des peuples

DEUX CONCEPTIONS DE LA LUTTE

CHINE : Lutte héroïque contre

Les violents tremblements de terre survenus depuis le 28 juillet dans différentes régions de la Chine (Tangchan-Fengnan, Tien Tsin, Pékin, puis le 16 août dans la région Songpan-Pingwou — au nord de la province du Setchouan — la ville de Tchengtou, et la région de Woutou de la province de Kansou qui en a subi les effets) ont fait l'objet dans la grande presse et les mass-média de nombreux commentaires. Si certains faits ont été rapportés avec exactitude, d'autres sont de pures élucubrations révélatrices de la conception idéologique de leurs auteurs. Pour eux, le pessimisme était de mise ; ces «journalistes» en mal de sensations fortes ont voulu montrer une vision apocalyptique des faits, spéculant continuellement sur le nombre de morts comme s'ils cherchaient à établir un record ! L'AFP, entre autres, a parlé d'«angoisse», de «frayeur» dans la population. Rien n'est plus faux, car partout ce qui dominait c'est l'aspect lutte et

résolution de vaincre les difficultés. En mettant en avant l'aspect «catastrophe», la bourgeoisie n'a fait que montrer sa propre peur et son incapacité de faire face aux calamités naturelles.

En Chine, depuis la Libération (1949), les chefs de file opportunistes ont toujours essayé de tirer parti des difficultés temporaires provoquées par des calamités naturelles pour dévoyer la révolution et restaurer le capitalisme. Aujourd'hui, les révisionnistes — Teng Siao-ping en tête — baissent les bras devant les difficultés, prônent la passivité et le défaitisme. C'est pourquoi le Parti communiste chinois, pour mener à bien la lutte contre les séquences du séisme, garde en mémoire cette expérience de l'histoire et prend toujours comme axe la lutte de classes, poursuit la critique de la ligne révisionniste, en s'appuyant sur les exploits

accomplis par les masses et les cadres (tels les mineurs de Kailouan que l'AFP voyait déjà tous engloutis !) : «Plus grave est la calamité naturelle, plus fermement on doit appliquer la ligne révolutionnaire du président Mao, et agir à l'encontre de la ligne révisionniste de Teng Siao-ping».

La conception prolétarienne met en avant la lutte des hommes pour vaincre la nature et non l'aspect «catastrophe», la mobilisation des masses pour prévenir les séismes et non les vestiges d'anciennes idées superstitieuses.

En système capitaliste, face à une calamité naturelle comme la sécheresse, aucune mesure n'est prévue pour y faire face, et ce sont les plus pauvres qui en font les frais. Dans les colonies, comme en Guadeloupe en ce moment avec l'éruption du volcan de la Soufrière, au moment de l'évacuation des 70 000 personnes, des heurts se sont

LA PREVISION DES SEISMES

Ces dernières années, les travailleurs chinois de sismologie sont arrivés à prédire avec assez d'exactitude les secousses de magnitude supérieure à 5.

Les succès obtenus sont dus à une méthode de travail basée principalement sur la prévention et reposant sur l'appui des masses. Sous la direction centralisée du Parti, les spécialistes et les masses travaillent en collaboration étroite et compétent, pour évaluer et prévoir les risques sismiques, aussi bien sur les moyens du bord que sur des équipements modernes.

En Chine, les séismes sont fréquents ; les recherches sismologiques ont commencé très tôt et le pays possède une abondante documentation de ces phénomènes.

Mais les concepts de fatalisme répandus par les classes exploitantes de la société féodale, puis semi-féodale et semi-coloniale ont beaucoup handicapé le développement des sciences, de la sismologie en particulier. Avant la fondation de la République populaire de Chine, les réactionnaires du Kuomintang n'avaient installé qu'un seul observatoire sismologique tenu par trois spécialistes, qui n'était même pas capable de fournir rapidement un compte rendu post-sismique.

FORMATION DU PERSONNEL SPECIALISE

Aujourd'hui, un organisme spécial s'occupe des séismes : le Bureau sismologique d'Etat. Il dirige les travaux des instituts de géophysique, de géologie, de dynamique appliquée, ainsi que d'autres unités chargées de mesurer les déformations de la croûte terrestre, d'en

explorer la structure profonde, de faire des expériences analogiques, d'étudier et de produire des appareils et instruments de mesure nécessaires. Chaque province ou région autonome possède un organisme et un personnel spécialisé pour surveiller les activités sismiques. Tout un réseau de mesure, d'information et de surveillance a été mis sur pied, dirigé par des spécialistes, avec le concours des masses. Des observateurs de grands séismes quadrillent un certain nombre de régions.

Tout en étudiant et en analysant de façon systématique les documents sismologiques du passé, les spécialistes chinois poursuivent sans relâche depuis des années leurs travaux de surveillance, de mesure et de recherche.

Les résultats obtenus permettent de circonscrire des zones plus restreintes ou une observation plus serrée permettra de déceler des signes qui précèdent un événement et de faire une prévision détaillée sur le temps, le lieu et la magnitude d'un grand séisme.

Le travail pour la protection contre les séismes s'accroît de propagande. La critique du confucianisme et de la ligne révisionniste de Liou Chao-chi et de Lin Piao, ainsi que la réfutation des conceptions idéalistes et superstitieuses répandues par Liou Chao-chi et Lin Piao telles que «le fatalisme» et «l'impossibilité de pénétrer les lois du séisme» a beaucoup contribué à renforcer la confiance des masses en leur victoire sur les forces de la nature.

Haut-parleurs, cinéma, diapositives, affiches illustrées, brochures et autres sont utilisés pour diffuser les connaissances sur les séismes afin que la population, déterminée à vaincre les difficultés, puisse prendre les mesures de protection à l'approche du danger, en tout état de cause.

LE CONCOURS DES MASSES

Actuellement, avec l'aide du personnel spécialisé, avec des centaines de milliers



Des paysans de la région sinistrée près de Pékin accueillent chaleureusement le chef de la délégation envoyé par le président Mao et le Comité central du Parti.

d'ouvriers, de paysans, d'enseignants, d'étudiants, de téléphonistes, de speakers, de météorologistes, d'éleveurs, etc., ont établi plus de 5 000 stations et environ 45 000 postes d'observations. Ils surveillent jour et nuit le mouvement de l'écorce terrestre et cherchent à dégager les lois qui régissent les séismes.

Ils fabriquent eux-mêmes des instruments pour mesurer les modifications de ce qui est relatif au magnétisme et à l'électricité de la terre (le géomagnétisme et la géoelectricité). Les données sont communiquées à la station sismique du district qui les transmet après synthèse, à l'observatoire concerné. Un réseau d'observations est ainsi constitué.

Les eaux souterraines et le comportement des animaux sont minutieusement observés. Tout phénomène inhabituel constaté dans les puits où l'on tire chaque jour de l'eau est signalé : brusque élévation ou abaissement du niveau de l'eau, apparition de bulles de gaz, perte de la limpidité, changement de couleur ou d'odeur. Tout comportement anormal des animaux — panique cris d'angoisse, refus de manger ou d'entrer dans l'étable — les éleveurs doivent savoir y

déceler les signes annonciateurs et les signaler sans tarder aux observatoires.

Les faits ont montré que les observations quotidiennes assurées par la population peuvent aider à faire des prévisions très utiles. Ainsi, le 18 juillet 1969, remarquant le comportement anormal des tigres et de certains animaux, les éleveurs du zoo de Tientsin ont averti le bureau sismologique de la ville de la possibilité d'un violent séisme, deux heures avant les secousses de magnitude 7,4 apparues dans la mer de Pohai. Le 10 août 1973, dans le district de Pouei, province de Yunnan, on enregistre une brusque modification de la géoelectricité, confirmée d'ailleurs par des stations contrôlées par la population. Le comité du district prend aussitôt des mesures de protection et le séisme, de magnitude 6,2, survenu le 16 août ne fait aucune victime.

La ligne de masse a permis de réduire les dégâts, elle a fait avancer la science.

Les progrès de la sismologie en Chine socialiste montrent une fois de plus que c'est le peuple travailleur qui crée la science et la culture, que c'est lui qui enrichit et élève le niveau de la science afin de la mettre au service du peuple tout entier.

Séisme : secousse plus ou moins violente imprimée au sol, et qui se produit toujours à une certaine profondeur à partir d'un point du globe d'où se propagent les secousses d'un tremblement de terre (appelé épicentre).

CONTRE LES CALAMITES NATURELLES

le séisme

produits entre la gendarmerie et la population, des embouteillages monstres ont eu lieu.

En Chine, pays de dictature du prolétariat, c'est à l'échelle de tout le pays et sous la direction du Parti communiste chinois qu'ont été mis en place les systèmes de prévision, d'évacuation en cas de danger, de secours... Et surtout le Parti a préparé idéologiquement et politiquement les larges masses chinoises et c'est sous sa direction qu'elles lancent ce mot d'ordre :

«Le séisme n'a rien de terrifiant et l'homme vaincra la nature». Le peuple chinois n'éprouve aucune crainte face aux périls, il est capable de surmonter toutes les difficultés et tous les dangers, mais aussi de riposter à tous les défis de l'impérialisme et du social-impérialisme.

SUCCES PRODIGIEUX REMPORTEES PAR LES MINEURS DE KAILOUAN

Quelques heures après le violent tremblement de terre dans la région de Tangchan, une dizaine de milliers de mineurs de fond de nuit de la houillère de Kailouan, épicentre du séisme, ayant surmonté les multiples difficultés sont remontés avec succès au sol. Depuis les ouvriers et les cadres ont travaillé avec acharnement pour accélérer le rétablissement de la production. Le 7 août, dans l'après-midi, les travailleurs du puits No 3 de la mine de Makiakou ont recommencé le travail.

Après la catastrophe, le même jour, le Comité central du parti et le conseil des affaires d'Etat ont fait aéroporter à Tangchan les équipes de secours de 14 mines, pour le travail de sauvetage.

Les secousses avaient endommagé la houillère. Les eaux souterraines montèrent très vite dans les tunnels ; les mineurs de fond étaient en danger. A ce moment crucial, les communistes, les cadres et les ouvriers de la houillère n'ont pas perdu leur sang-froid. Ils se lancèrent dans le combat pour sauver leurs camarades, en méprisant les dangers.

Le premier secrétaire du Comité du parti de la ville de Tangchan, enseveli sous les décombres quand le séisme s'était produit, une fois délivré, la première idée qui lui vint, ce fut d'assurer la sécurité du million d'habitants de la ville. Quelques minutes après la secousse tellurique, un quart général fut créé pour commander le travail de secours. Sa première décision était de faire fonctionner immédiatement le système d'aération de recharge dans toutes les mines de la houillère de Kailouan et sauver les mineurs de fond.

Le violent tremblement de terre n'est pas parvenu à ébranler la volonté des vaillants mineurs de la houillère de Kailouan. Sous la direction du Comité du parti de la ville de Tangchan et du Comité du parti de la houillère de Kailouan, les cadres dirigeants de diverses mines et les mineurs de surface sont passés immédiate-

Sécheresse

Indemnités insuffisantes, le mécontentement paysan ne cesse de grandir

On connaît aujourd'hui le contenu du «plan d'urgence» de l'Etat face aux conséquences de la sécheresse qui sévit depuis plus de six mois sur plus des deux tiers du pays. Autant dire, tout de suite, qu'il fait figure de miettes en comparaison des besoins de la paysannerie laborieuse, destiné plus à maintenir le calme dans les campagnes qu'à venir réellement en aide aux plus démunis.

Bonnet, ministre de l'agriculture de l'ancien et du nouveau gouvernement ne s'en est d'ailleurs pas caché en soulignant devant la presse après le conseil des ministres du 25 août que ces «aides» avaient été décidées avant tout pour des motifs «politiques». En clair, éviter à tout prix que les agriculteurs n'en viennent aux méthodes et aux formes d'organisation développées dans le midi-viticole.

Loin de satisfaire la petite et la moyenne paysannerie sinistrée, ces mesures sans aucun doute, auront l'effet inverse à celui escompté par les monopoles capitalistes et leur comité du gouvernement.

2,2 MILLIARDS DE FRANCS ; MAIS QUELLE REPARTITION

Le système de distribution adopté par le gouvernement est le suivant :

Le territoire a été divisé en quatre régions sur la base départementale. Ces quatre régions prétendent délimiter les zones géographiques depuis les plus sinistrées jusqu'à celles qui ne l'ont pas été du tout. Autant dire que la répartition issue de ce partage de la France ne pourra qu'entraîner une série incalculable d'injustices.

En fonction de cette division territoriale (voir la carte) la répartition des aides devrait être de 200, 150, 50 et 0 Francs — suivant les régions — par U.G.B (unité de gros bétail) (1) et avec un plafonnement à 30 U.G.B.

Concrètement cela signifie qu'un petit paysan breton ou normand touchera s'il a en moyenne entre 8 et 10 vaches laitières une somme entre 1600 et 2 000 francs ; un petit paysan du Jura, région touchée gravement par la sécheresse aura entre 300 francs et 500 francs !

On le voit tout de suite ce mode de répartition ne peut qu'entraîner des querelles entre les différentes régions sinistrées. Car qui elles ne sont pas touchées avec la même intensité, leur rapport de perte n'est pas de 1 à 4.

Autre inégalité, celle qui consiste à ne distribuer les premières aides qu'aux éleveurs comme si le gouvernement ignorait la récolte catastrophique des petits et moyens agriculteurs. Mais pour mieux comprendre la mesure ridicule de ces aides attribuées aux éleveurs, il faut savoir qu'actuellement une tonne de foin coûte environ 1 000 francs (dans l'ouest notamment) et qu'il faut prévoir, étant donné la spéculation qui se développe, qu'elle vaudra beaucoup plus en octobre ; époque à laquelle les agriculteurs toucheront effectivement les «aides». Cela signifie qu'avec 200 francs (pour

l'ouest) par UGB ou par vache laitière, le petit ou le moyen paysan pourra s'acheter 200 kilos de foin, c'est à dire une réserve de 15 jours environ. Est-ce avec de telles «réserves» que les petits et moyens troupeaux pourront passer les 5 mois d'hiver ; il est bien évident que non. Pour comparaison, dans la zone 3, les réserves achetées avec les miettes dureront 4 jours.

Mais ce ne sont pas là les seuls aspects des aides de l'Etat. La façon dont celles-ci ont été présentées par le gouvernement insiste évidemment sur la question des réserves pour cet hiver en nourriture (fourrage, aliment composé etc...), mais ne parle pas des pertes subies sur la qualité et la quantité de la production laitière pour les éleveurs.

Or, on peut estimer que la perte pour les petits et les moyens producteurs — qui

devra acheter les 12 tonnes manquantes, pour un prix de 12 000 F.

Si nous additionnons les pertes en lait et les besoins en aliment de bétail la somme nécessaire sera de l'ordre de 17 000 F.

Voilà des chiffres qui donnent un ordre d'idées très concret sur le fameux «plan d'urgence» gouvernemental. Ces paysans-là qui ont bien souvent un revenu annuel oscillant autour de 5 000 F se voient donc condamnés à la ruine non pas par la calamité mais par le régime monopoliste qui refuse de les aider, lui qui n'a cessé de piller le fruit de leur travail pendant des dizaines d'années.

ROMPRE AVEC LE FATALISME ET S'ORGANISER POUR SURVIVRE

Devant cette politique de la grande bourgeoisie il n'y a

ainsi appellent-ils les paysans à manifester POUR CETTE LOI, comme si elle pouvait remplacer la lutte concrète sur le terrain pour arracher des monopoles capitalistes qui s'enrichissent sur leur dos, de justes indemnités correspondant au prix du sinistre.

Concurrer le clan bourgeois qui tient les rênes de l'Etat sur son terrain, voilà leur projet. Ce n'est qu'une concurrence de paroles et de promesses sans actes, voilà la vérité. Une concurrence entre gens du même monde. Jamais elle ne remplacera la lutte, non pour favoriser tel ou tel clan d'exploiteurs, mais pour obtenir ce qui est dû au peuple des campagnes. Cette «solution» là rejoint celle du gouvernement, ni plus ni moins.

Plus que jamais il est nécessaire de s'organiser à la campagne entre gens ayant les mêmes intérêts, entre petits et moyens paysans exploités par les monopoles et les gros propriétaires fonciers, entre paysans et ouvriers.

Il faut se regrouper en comités cantonnaux ou communaux sur cette base, d'abord pour rompre l'isolement des fermes, ensuite pour discuter des situations, problèmes et difficultés concrètes de chacun. C'est là la seule méthode pour définir des revendications servant les intérêts de tous les paysans exploités touchés par la calamité. C'est là aussi l'unique moyen de mettre au point ensemble, sans ingérence des syndicats mais en les appelant à soutenir, les moyens d'action et de lutte pour obtenir ce qui est dû.

Les premières mesures annoncées par le gouvernement et qui sont à l'image de celles que celui-ci compte prendre définitivement fin septembre, ont montré une fois de plus qu'on ne pouvait plus faire confiance aux dirigeants syndicaux paysans de la droite et de la «gauche» qui n'ont cessé cet été de calmer notre impatience pour nous faire accepter des miettes.

C'est une leçon qu'il faut méditer pour nous inciter à ne compter que sur nous-mêmes et non sur les notables qui nous trompent, pour obtenir de véritables indemnités.

11) Le calcul du nombre d'unités gros bétail (UGB) figurant dans le tableau est obtenu par l'application à chaque tête de bétail exploitée d'un coefficient de conversion :

- taureau, jument, vache et autre bovin de plus de 2 ans : 1 UGB.
- bovin de 6 mois à 2 ans : 0,6 UGB.
- bovin de moins de 6 mois : 0 UGB.
- brebis : 0,15 UGB.
- chèvre : 0,20 UGB.

TEMOIGNAGE DE TIEN-TSIN

Nous avons interviewé un membre du groupe de l'Association des Amitiés franco-chinoises qui se trouvait à Tien Tsin le 28 juillet. Ce témoignage est de même nature que celui rapporté par un autre groupe qui se trouvait à Tangchan à la même date.

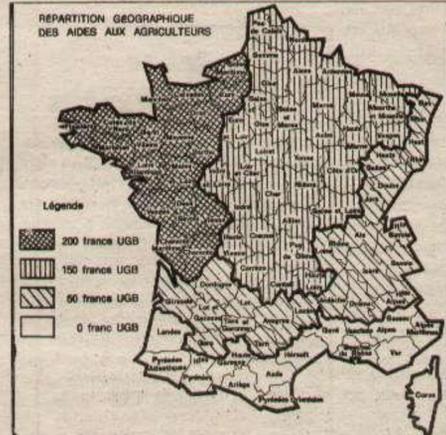
Nous étions logés au 8e étage de l'Hôtel de l'Amitié. La 1e secousse, et en fait la plus forte ressentie, a eu lieu à 4 heures du matin, c'est ce qui nous a réveillés. L'évacuation de l'hôtel s'est passée d'une manière particulièrement ordonnée et sans panique. Pour préciser, lorsque la 1e secousse a été terminée, la personne qui était dans la chambre avec moi ainsi que moi-même, nous sommes sortis dans le couloir, nous n'avons pas vu le reste de notre groupe. Nos interprètes avaient fait descendre tous les membres du groupe qui se trouvaient dans le couloir à ce moment-là, avaient eu le temps de compter les membres du groupe en bas et de s'apercevoir qu'il manquait encore trois personnes et ils remontaient nous chercher. Nos interprètes ont gardé le sens de l'organisation et tout fait pour rassembler la totalité du groupe.

On avait tous les jours dans les hôtels. Un fait significatif : la plupart d'entre nous ont été pris par l'ambiance qui régnait dans cette ville. Un exemple : le soir vers 19 heures, nous étions en train de dîner, dans un bâtiment bas et solide (donc à l'abri de tout problème), une secousse relativement forte a eu lieu (tous les étrangers de passage à Tien Tsin étaient rassemblés là), toutes les personnes sont sorties dehors en même temps que les Chinois qui nous servaient, avec... nt de calme et aussi peu de précipitation et sont rentrés pour terminer leur repas dix minutes après. On avait adopté le comportement calme, raisonné et plein de confiance des Chinois.

Le soir, quand on a été emmené à la gare de Tien Tsin (c'était prévu dans notre voyage que nous partions pour Changhai par le train), nous avons traversé une bonne partie de la ville à la tombée de la nuit. La population était installée au milieu de grandes artères (on laissant une voie dans chaque sens pour la circu-

lation), sous des abris de fortune, bien organisés (charpente légère de bambous, etc.), entourée de cordes, signalée par des lampes. Nous avons vu des personnes très calmes lire, jouer aux cartes, faire la cuisine, s'occuper des enfants... Une journée après le séisme, les principaux tas de gravas qui pouvaient se trouver sur le trottoir en face de certaines maisons qui avaient mal résisté, étaient soit complètement déblayés, soit entourés de cordes et signalés. Tout ce qui était cantine, restaurant fonctionnait au niveau des cuisines et la nourriture était distribuée ensuite à la population. Tout était en place pour éviter de nouvelles victimes.

Dans le train auquel ont été rajoutés des wagons pour évacuer les étrangers, le fait qui nous a le plus marqué, c'est que le seul wagon-restaurant a fonctionné sans interruption pendant les 24 heures du trajet, pour nourrir tous les voyageurs. Il y avait 8 cuisiniers qui n'ont pas pris un seul instant de repos pendant toute la durée du voyage, malgré leur très grande fatigue.



fournissent leur plus grosse production en année normale l'été — est d'environ 5/600 litres par vache pour la période de la sécheresse. Si l'on prend une petite exploitation ayant 10 vaches laitières cela fait une perte de 5/6 000 litres ; converti en argent (sur la base de 80 centimes le litre à 38 gr de matières grasses) cela donne environ 5 000 francs.

Faisons maintenant le calcul total des besoins. L'éleveur de 10 vaches laitières ayant besoin pour cet hiver de 18 tonnes de foin ou d'équivalent (le calcul avec les équivalents ne change pratiquement rien quant au prix), et ayant environ 6 tonnes de foin de récolte,

pas trente six solutions ; ou bien la lutte tous ensemble, ou bien la faillite, la ruine et la misère. Evidemment nous attirons l'attention de nos lecteurs sur un semblant de troisième solution ; celle présentée par les semeurs d'illusions que sont les représentants du parti qui se nomme «PCF». Celui-ci déploie depuis le début de l'été des trésors d'imagination pour amener les paysans — TOUS les paysans — sur leurs positions et finalement pour empêcher les plus démunis de prendre en main leur propre destin. Ainsi, ces messieurs du PCF viennent-ils encore de relancer leur «proposition de loi pour sauvegarder l'agriculture française» ;

NAUSSAC VIVRA

Les 7 et 8 août, le CDVN (1) organisait un rassemblement pour protester contre l'implantation d'un barrage réservoir dans une plaine des plus fertiles de la Lozère. (voir HR de 1975 et 1976). Ce rassemblement fut un succès. Près de 6 000 personnes, selon les organisateurs participèrent à ces 2 journées.

Le samedi 7 après une partie d'animation musicale et artistique eut lieu le meeting proprement dit. Trois petits paysans de la vallée vinrent prendre la parole pour expliquer les conséquences catastrophiques d'un tel barrage (exode, chômage) et pour affirmer leur intention de lutter jusqu'au bout pour travailler et vivre au pays. De nombreuses interventions vinrent apporter un soutien total aux paysans de la vallée de Naussac : Lip, CFDT, comité Larzac, paysans de la Drôme, de Villerest, de Chetz en retz, du Larzac, du parc national des Cévennes, etc.... Les représentants des comités d'action viticoles, assignés à résidence par la police, s'étaient faits excuser.

Le dimanche matin, J. Cardonnel devait rappeler qu'en Lozère aussi le temps du mépris du peuple était fini et que nul ne pourrait barrer la volonté des paysans.

L'après-midi enfin, se déroula une marche sur le village de Naussac qui doit être submergé totalement par les eaux. Précédés de près de 40 tracteurs conduits par les paysans de la vallée et des communes avoisinantes, près de 2 000 à 3 000 personnes entreprirent la marche. Après une halte-meeting sur le lieu même du projet de barrage, la manifestation continua aux cris de « Naussac vivra, Naussac vaincra, unité ouvriers-paysans, travailler et vivre au pays...etc.... »

A Naussac même enfin, Jean Cardonnel vint rappeler son entière solidarité avec les paysans, ensuite un marcheur expliqua les raisons de la marche, insistant sur les difficultés qu'il faudra abattre les unes après les autres pour pouvoir vaincre, il devait terminer son intervention en exaltant l'unité combattante des ouvriers et des paysans. Enfin un paysan de la vallée remercia publiquement les participants de la marche.

Mais en plus de son caractère profondément anti-capitaliste la lutte des paysans de la vallée de Naussac a permis de mettre en évidence des manœuvres de toutes sortes :

Les partis de gauche : le PCF en tête, s'est publiquement déclaré contre les paysans en diffusant 3 jours avant le rassemblement un tract appelant à ne pas s'associer à cette manifestation. Il est vrai que les paysans avaient repoussé ses avances.... Ce parti bourgeois était d'accord pour manifester mais à une seule condition, que sa banderole soit en tête !!

Pour leur part, les dirigeants CGT totalement inféodés au PCF avaient traité le CDVN d'irresponsable et étaient absents.

Quant au MODEF, il annonça qu'il participerait à la marche. Il fut en effet présent et n'hésitera pas à mettre ses pancartes au plus haut d'un tracteur (ce qu'aucun paysan n'avait fait) — il faut bien une photo pour tromper la base non lozérienne — ce que ne dira certainement pas l'Huma blanche c'est que son représentant se fit copieusement huer le samedi soir par des milliers de personnes ! . . .

Quant au PS, rappelons que ses représentants locaux ont voté pour le projet de barrage.

A l'opposé, quant à eux, depuis des mois, les communistes-marxistes léninistes de l'Humanité Rouge de Lozère s'étaient mis au service des paysans de Naussac. On se rappelle aussi l'appel lancé à la tribune du 14



février à Paris, au nom des CDVN à participer aux journées des 7 et 8 août.

Dès les premières réunions de préparation les marxistes-léninistes de l'Humanité-rouge mirent toutes leurs forces à la disposition des paysans pour faire de ce rassemblement un succès.

Dès ce moment là aussi nous avons affirmé publiquement le nécessité pour tous ceux qui soutenaient de se placer sous la direction des paysans. Notre position fut claire : Non participation à une structure non contrôlée par les paysans, dénonciation de toutes les manœuvres récupératrices.

Echec aux troskystes

Totalement absents du lieu en période normale, on vit affluer tout le beau monde trotskyste (la Ligue par l'intermédiaire de certains comités Larzac, Révolution et la GOP) quelques jours avant la marche. Leur leit-motiv était : « On a fait le Larzac, on a fait Fontevault... » sous-entendu : reposez-vous sur nous, nous sommes des spécialistes en matière d'organisation. Leur « collectif d'organisations » avait en fait pour seule spécialité de convoquer des réunions à toute heure du jour ou de la nuit : pendant ce temps les paysans faisaient tout le boulot pratique.

Alors que le dimanche matin les paysans avaient décidé de prendre la tête des manifestants pour marcher sur Naussac, une poignée de membres de la GOP-Révolution s'empara de la voiture-son, mettait en place un service d'ordre et s'évertua à barrer la route aux marcheurs en brandissant des arguments du style : « On a payé les chanteurs, on va être en déficit... Naussac est trop loin, vous serez de retour à 11 heures du soir... N'y allez pas, il y a des provocateurs ! »

Leur service d'ordre balayé par la foule, ce sont près de mille personnes, banderoles du CDVN en tête, qui rejoignaient le cortège des paysans dont bon nombre s'étaient arrêtés pour les attendre.

Nul doute que les paysans de la vallée et nombre de gens honnêtes auront vu clairement le jeu de ces apprentis révisionnistes !

Ne pouvant s'opposer politiquement à nos prises de position, les trotskystes uti-

lisèrent le ragot et la calomnie. Leur énormité nécessita une mise au point ferme de la cellule de Lozère du PCMLF, mise au point diffusée à tous les paysans de la vallée.

Durant toute la préparation du rassemblement les communistes-marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge furent aux côtés des paysans pour les aider dans leur travail, le vendredi soir et sur la demande du CDVN nous avons assuré la protection des fermes.

Sur un autre plan nos camarades ont animé plusieurs forums, affirmant le point de vue des communistes marxistes-léninistes de France sur des questions d'actualité (centrales nucléaires, unité ouvriers-paysans...etc)

Parmi ce millier de marcheurs on pouvait reconnaître des paysans de la Drôme, de nombreux syndicalistes CFDT, tous unis au coude à coude avec les paysans de Naussac pour dire non au barrage du capital et aux diviseurs trotskystes.

Parmi ces marcheurs figuraient aussi des représentants de l'UCF(mi) et du PCR (ml) qui eux aussi avaient déjoué les manœuvres trotskystes. Ainsi était réalisé dans la pratique, dans la lutte anti-capitaliste et anti-révisionniste, cette unité que les communistes marxistes-léninistes de France de l'Humanité-Rouge appellent de tous leurs vœux.

Ce millier de manifestants, enthousiastes, banderole du CDVN en tête furent acclamés par les paysans de la vallée et les habitants de Naussac.

Comme le souligne le numéro spécial de l'Humanité-Nouvelle diffusé à Naussac : « Seules nos luttes paieront pour sauver Naussac comme pour s'opposer aux sinistres de la sécheresse.

Et après ? Cela est-il suffisant ?

S'opposer au barrage-réservoir de Naussac, gagner sur ce point, c'est bien... Mais les capitalistes ne tenteront-ils pas de revenir à la charge, de construire un barrage à quelques kilomètres de là et d'expulser d'autres paysans ? Obtenir de secours pour les plus nécessiteux en ces temps de sécheresse, c'est bien, mais cela suffira-t-il pour arrêter l'hémorragie des campagnes ?

C'est le système capitaliste qui est en cause, qui fait des barrages-réservoirs sans se soucier de l'avis des paysans, qui jette à la porte les petits-paysans, qui suce le sang de la classe ouvrière pour faire des profits. C'est lui qu'il faut abattre pour construire un pays nouveau, socialiste.



Enfin le dimanche après-midi, au départ de la marche sur Naussac de nombreux exemplaires d'un numéro spécial de l'Humanité-Nouvelle, organe central du PCMLF, fut diffusé parmi les marcheurs et les paysans présents.

Reprenant les décisions des paysans (aller à Naussac) et les popularisant dans la marche, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge prirent l'initiative (les paysans partis devant avec les tracteurs ne s'étaient aperçus de rien) de forcer le barrage que les trotskystes tentaient d'opposer à la volonté de tous.

C'est ainsi qu'un millier de personnes purent témoigner de leur solidarité, jusqu'au bout avec les paysans de Naussac.

Il est des pays, en Chine, en Albanie, au Cambodge, où les ouvriers et les paysans étroitement unis, et maîtres de leur destin parviennent à maîtriser les fléaux naturels et décident de la construction de leur pays. Ce qui est possible là-bas est possible ici.

Et c'est ce monde nouveau où, nous, ouvriers, petits paysans, travailleurs, seront les maîtres, que nous construirons, dès lors que nos luttes d'aujourd'hui et de demain convergeront en flot révolutionnaire irrésistible qui balayera les exploités.

Des communistes marxistes-léninistes de France.

(1) CDVN : abréviation utilisée fréquemment : Comité de défense de la vallée de Naussac.



culturel

NOTES DE LECTURE

**Contre
M. A. Macciocchi**

Brochure consacrée aux rebondissements d'une intervention du groupe Foudre pendant les cours de M.A. Macciocchi à l'université de Vincennes.

Foudre est le groupe d'intervention culturelle de l'UCF (ML), qui s'est fixé pour but de développer une critique marxiste-léniniste dans ce domaine particulier, sur le plan théorique comme sur le plan pratique (par l'«intervention» dans les théâtres et cinémas, justement). Il publie une feuille (foudre; naturellement), assez intéressante (c'est du moins mon point de vue).

Foudre axe notamment son travail sur l'opposition aux manifestations fascistes ou fascisantes dans le domaine culturel. C'est ainsi qu'il a trouvé sur son chemin M.A. Macciocchi, surtout connue pour son ouvrage «De la Chine» et récemment autoproclamée spécialiste es fascisme. Le mode d'analyse de Macciocchi requerrant selon elle l'exhumation des ordures nazies du genre «Le juif Süß», film antisémite militant et son antifascisme s'accommodant de la détestable vague «rétro», la collision avec Foudre était inévitable.

En sont sorties la postface de Macciocchi aux «Éléments pour une analyse du fascisme», publiées sous sa direction chez 10x18 et, en guise de réponse, la brochure de Natacha Michel.

En substance, le point de vue de Foudre est le suivant :

1) Macciocchi prétend analyser le fascisme pour éviter sa réapparition. En fait, elle se soucie fort peu du combat effectif contre lui et ses «analyses» servent de prétexte à l'étalage morbide de l'idéologie nazie.

2) L'«analyse» en question tient en quelques mots: si le fascisme peut arriver au pouvoir, cela tient aux pulsions irrationnelles, notamment sado-masochistes qui seraient propres à la «nature humaine». Ce n'est vraiment pas la peine de se camoufler sous une étiquette marxiste pour tenir pareils propos, caractéristiques de tout un courant petit-

bourgeois amorcé par Wilhelm Reich et illustré de nos jours de façon ultra-réactionnaire et sous l'angle de la pornographie la plus bestiale au théâtre comme au cinéma (An die Musik, Portier de nuit, Salo ou les 120 jours de Sodome,...) propos d'ailleurs pas si éloignés du classique et pourri: «Pas de haine de classe anti-fasciste. Il y a une part de fascisme au fond de chacun de nous. Qu'auriez-vous fait à leur place?»

3) Macciocchi tient beaucoup à sa réputation d'indépendance à l'égard du PCF et du PCI et d'amitié avec la Chine. Elle cherche par ailleurs à se constituer en éminent penseur marxiste (cf. Pour Gramsci).

En fait, elle fait partie de ces multiples ruisseaux «gauchistes» qui vont grossir l'égout révisionniste. C'est ce que prouve son utilisation dans la pure ligne togliattiste de Gramsci (mettre l'accent sur les appareils idéologiques d'État pour oublier les appareils répressifs et gommer la nécessité de la révolution violente, son «analyse» du fascisme, mais aussi son soutien béat et inconditionnel à l'Union de la Gauche, ses rapports avec la bourgeoisie révisionniste qui dirige la fac de Vincennes, son hostilité à l'égard de l'UCF(ML), ses procédés déloyaux dans la polémique, son refus d'entendre parler du social-fascisme et du social-impérialisme.....

C'est un véritable requisitoire, et on ne peut qu'approuver le désir de lutter contre tous les courants antiproletariens, si dérisoires soient-ils.

Hélas, l'épaisse brochure de Natacha Michel ne souffre mot de tout cela. Elle s'en tient à démonter les procédés littéraires de Macciocchi, et on peut se demander si elle n'a pas vu là, surtout prétexte à exercice de style (joli d'ailleurs quoiqu'exagérément précieux et savant).

Bref elle passe sur l'aspect idéologique de l'affrontement Foudre/Macciocchi (non négligeable) pour n'en retenir que l'aspect joute oratoire (événement universitaire et semi-mondain bien parisien et quant à lui tout à fait dérisoire).

Cette incapacité à s'adresser à un auditoire autre qu'universitaire et parisien est un aspect permanent de l'UCF(ML). Ce n'est heureusement pas le seul et on préfère à la brochure de Natacha Michel le supplément à Feuille foudre intitulé «Macciocchi et le fascisme» dans lequel on trouvera traité, pour la somme modique de 1 f, et dans un style bien plus concis et efficace, l'as-

VIENT DE PARAÎTRE...

Les éditions du Centenaire ont mis en vente cet été deux ouvrages qui répondront à l'attente de tous les marxistes-léninistes. Tous deux traduits du chinois, ces ouvrages offrent sous une forme simple un matériel d'éducation marxiste-léniniste et un instrument de critique du révi-

sionnisme. Nous en recommandons vivement l'étude à tous nos lecteurs.

L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI 19 francs
ETUDIIONS L'ECONOMIE POLITIQUE 22 francs



**POUR ETUDIER
LES CLASSIQUES
DU MARXISME LENINISME**

Traité sur l'impérialisme, stade suprême du capitalisme

L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

EDITIONS DU PEUPLE
SHANGHAI
DECEMBRE 1975

Connaissance de base de l'économie politique tome 1

ETUDIIONS L'ECONOMIE POLITIQUE

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

pect politique de la polémique.....

De l'idéologie

Un avertissement d'entrée au lecteur : lorsque les révolutionnaires parlent d'idéologie, le sens qu'ils donnent au terme est : système d'opinions, d'idées, de concepts propres à un individu, un parti, une classe. En particulier, nous avons l'habitude de présenter le marxisme-léninisme à la fois comme socialisme scientifique et comme idéologie prolétarienne.

Mais, en philosophie classique, il revêt une toute autre signification : il s'agit toujours d'un système d'opinions, d'idées, etc., mais d'un système *non scientifique*, c'est à dire, au moins partiellement, incohérent et erroné. Il est évident dès lors qu'on ne peut appliquer la qualification d'idéologie, ainsi comprise, au marxisme-léninisme. Marx et Engels ont utilisé le terme dans ce sens (l'Idéologie Allemande), et Althusser (clown célèbre pour sa pantomime du révisionniste malgré lui) a fait de l'apposition science marxiste / idéologie son dada.

C'est ce dada qu'enfourchent Badiou et Balmès, mais avec l'intention de la conduire dans une voie toute différente, celle du marxisme-léninisme.

D'ailleurs, leur premier souci est de rappeler que pour un communiste la question essentielle, à propos d'un système d'idées est : quelle est sa nature de

classe ? Quelle classe sert-il ? les questions : est-il scientifique ou pas ? opère-t-il dans le domaine du rationnel ou dans celui de l'irrationnel ? étant secondaires contrairement, respectivement, aux allégations d'Althusser et aux prédictions des marxo-freudiens vincennois

La suite est un essai de théorie marxiste générale de l'idéologie, s'appuyant de part et part sur différentes thèses de Marx, Engels et Mao Tsé-toung.

Après avoir montré qu'on ne peut considérer l'idéologie indépendamment de la lutte et de lutte idéologique indépendamment de la lutte des classes, Badiou et Balmès mettent en évidence les caractères permanents, valables à toutes les époques historiques des idéologies dominantes et des idéologies des classes dominées, particulièrement des classes exploitées (esclaves, serfs, prolétaires).

Après quoi, ils s'attachent aux caractères spécifiques à l'époque capitaliste : la situation particulière du prolétariat (première classe opprimée de l'histoire à être à la fois une classe non exploiteuse et une classe dirigeante de la révolution), le reflet de cette situation dans le domaine des idées (le prolétariat, première classe dominée à pouvoir élaborer une idéologie scientifique — qu'on me pardonne la contradiction.)

En particulier, ils démon-

tront le processus de connaissance qui permet cette élaboration scientifique, en mettant en valeur le rôle du parti du prolétariat : être à l'écoute des masses, recueillir parmi les idées qu'elles forment sur la base de leur pratique sociale celles qui sont justes (tout en combattant les fausses), en partant du point de vue de la classe ouvrière, procéder à l'analyse de la situation objective et subjective des différentes classes, élaborer une ligne politique, celle-ci devenant une fois que les masses en ont fait leur propriété, une force réelle de transformation de la réalité.

Il est difficile de résumer en deux pages un bouquin ultra-théorique qui en compte 130.

Il est difficile aussi de porter un jugement enthousiaste sur un pareil ouvrage qui, s'il n'est pas révisionniste, constitue un exemple typique du marxisme-léninisme de la chaire (universitaire) :

1) On peut prétendre à bon droit qu'il ne contient rien de fondamentalement neuf, et que les thèses extraites des classiques sur lesquels il s'appuie, ne se

trouvent ni consolidées, ni enrichies de façon notable.

2) Au mieux, il s'agit donc d'un cours de formation qui s'essaie à rassembler ce qui se rapporte au thème de l'idéologie et se trouve épars dans divers classiques, idée intéressante et qui conduit effectivement à découvrir des aspects nouveaux, quoique secondaires, aux thèses précédemment citées — mais on ne voit pas l'utilité d'élaborer pour cela un arsenal conceptuel emprunté à la philosophie classique, aussi pesant que superflu, qui rend le bouquin hermétique à la quasi-totalité de ceux auxquels il prétend servir et dont la seule tentative d'application à l'analyse concrète d'une situation (LIP) se traduit par un embourbement tout à fait prévisible.

C'est bien parce que les communistes marxistes-léninistes savent, quant à eux, que pour juger d'un système idéologique, il faut d'abord prendre en compte la classe qu'il entend servir qu'ils ne classeront pas ce bouquin dans la même catégorie que ceux d'Althusser auxquels sa forme fait irrésistiblement penser.

La librairie «Les Herbes sauvages» sera ouverte jusqu'à 22 h tous les vendredis à partir du 3 septembre.

Toute personne désirant diffuser la revue «Vent d'est» est priée de grouper les commandes et de communiquer son adresse à E-100 24 rue Philippe de Girard 75 010 Paris.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé

1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 Ls
Source.

La théorie marxiste-léniniste sur l'État et la dictature du prolétariat est sujette à d'innombrables déformations dont le but politique est de servir les projets révisionnistes et bourgeois. Pour cette raison nous appelons nos lecteurs à étudier et à faire étudier l'œuvre magistrale de Lénine, «L'État et la révolution».

Après avoir indiqué que le suffrage universel est un instrument de domination de la bourgeoisie, Lénine critique les opportunistes et les démocrates petits-bourgeois qui croient et font croire au peuple à «cette idée fautive que le suffrage universel, "dans l'État actuel", est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement» on verra que ces arguments opportunistes existent bien toujours : chez les révisionnistes, bien sûr, mais aussi chez toutes les organisations soi-disant révolutionnaires qui présentent un succès éphémère de l'Union de la Gauche aux élections comme l'expression d'une volonté populaire, alors qu'il ne s'agit que d'un choix de la bourgeoisie pour s'opposer au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. D'autres qui sont des fervents de l'Union de la Gauche, comme Balibar et Althusser, prétendent défendre le principe de la dictature du prolétariat tout en faisant la distinction entre ce qu'il y a de répressif dans l'appareil d'État et ce qui ne peut être détruit immédiatement, c'est à dire selon eux «les institutions démocratiques». (1). Mais Lénine est extrêmement clair sur ce point même : «Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d'État brisée en instituant une démocratie «simplement» plus complète : suppression de l'armée permanente, élection et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, ce «simplement» représente une œuvre gigantesque : LE REMPLACEMENT D'INSTITUTIONS PAR D'AUTRES FONCIÈREMENT DIFFÉRENTES. (souligné par nous). C'est là justement un cas de «transformation de la quantité en qualité» : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir, la démocratie, de bourgeoisie, devient prolétarienne : d'État (pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n'est plus à proprement parler, un État.»

Ainsi, on le voit, Lénine, au lieu de limiter l'ampleur et la rapidité de la destruction de l'État bourgeois, insiste au contraire sur la profondeur de cette destruction. Il va plus loin, il met en évidence derrière l'apparente «continuité» des institutions démocratiques, le caractère fondamentale différent de la Commune. Il est vrai que les objectifs de Lénine et ceux du révisionniste Balibar sont différents : Lénine encourage l'ardeur révolutionnaire du prolétariat et des masses populaires ; ceux-ci, toutes les révolutions l'ont montré, aspirent avec force à la réalisation du mot

(1) : Voici une nouvelle variante de la théorie révisionniste sur la «destruction» de l'État bourgeois. Balibar écrit : «Que le noyau de l'appareil d'État soit l'appareil répressif ne signifie donc ni que l'État se réduise à cet aspect, ni qu'il puisse fonctionner seul. Donc cela ne signifie absolument pas que tous les aspects de l'appareil d'État puissent être «détruits» de la même façon, selon l'image vulgaire et mécanique d'une mise en pièces à coups de marteau, dont la bourgeoisie se sert contre la marxisme comme d'un épouvantail. Cette destruction historique est bien une lutte sans compromis, qui ne laissera finalement pas pierre sur pierre de l'appareil d'État bourgeois incompatible avec la libération réelle des travailleurs. Mais la destruction de tout l'appareil d'État, et son remplacement par de nouvelles formes politiques d'organisation de la vie matérielle et culturelle de la société, ne peut pas être immédiatement achevée, elle ne peut que commencer immédiatement. Elle ne peut être réalisée par un décret ou par un coup de force, mais seulement par l'utilisation de toutes les contradictions politiques de la société capitaliste, mises au service de la dictature du prolétariat.»

d'ordre de «l'Internationale» «du passé faisons table rase». Mais Balibar, défenseur de l'Union de la gauche vient, lui, enseigner au prolétariat qu'on ne saurait détruire d'un coup tout l'État bourgeois.

D'autres avant lui s'étaient donné ce mal. C'est pourquoi le souci constant de Lénine dans «L'État et la Révolution», c'est de toujours tracer une ligne de démarcation radicale entre ces deux types d'État, l'État bourgeois et l'État prolétarien, et leur avenir radicalement différent. Ainsi fait-il cinq remarques pour commenter la thèse d'Engels sur la «relégation — avec la disparition des classes — de toute la machine d'État au musée des antiquités» car, écrit-il : «on la reproduit le plus souvent comme si l'on voulait s'incliner devant une icône, c'est à dire rendre officiellement hommage à Engels, sans le moindre effort de réflexion sur l'étendue et la profondeur de la révolution qu'elle implique.»

CINQ REMARQUES SUR LA DOCTRINE MARXISTE DE L'ÉTAT

Quelle est donc l'étendue et la profondeur de cette révolution ? Lénine n'hésite pas à citer plusieurs fois Engels pour précisément voir sur quel point il est dénaturé. «L'État n'est pas "aboli", il s'éteint» indique Engels en examinant la situation créée par la prise du pouvoir par le prolétariat. Or cette phrase isolée de son contexte est utilisée pour nier la nécessité de la révolution violente et de la destruction de l'État bourgeois par les opportunistes.

D'abord parce que lorsqu'Engels parle de l'extinction de l'État, il parle de l'avenir de l'État prolétarien, un État de type nouveau un «demi-État» après la prise du pouvoir ; en ce qui concerne l'État bourgeois Engels parle très clairement de la nécessité de sa suppression au cours de la révolution.

Deuxièmement, comme l'État est un pouvoir spécial de répression il en résulte que, au pouvoir spécial de répression de la bourgeoisie contre les masses opprimées, succède un pouvoir spécial de répression exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat. Cette substitution ne peut donc se faire par voie d'extinction de l'État bourgeois.

Troisièmement Lénine souligne qu'Engels rapporte l'extinction de l'État à la période consécutive à la révolution socialiste, période au moment de laquelle «l'État est la démocratie» la plus complète ; par conséquent l'extinction de l'État est l'extinction de la démocratie elle-même, ce qu'aucun opportuniste ne souligne jamais.

Quatrièmement Lénine rappelle que les explications d'Engels sur l'extinction de l'État ont été écrites dans le cadre de la critique du mot d'ordre lancé par le Programme de Gotha des socialistes allemands d'un «État populaire, libre». C'était, dit Lénine, un mot d'ordre opportuniste car il ne tendait pas seulement à farder la démocratie bourgeoise, il marquait encore l'incompréhension de la critique socialiste de tout État en général.»

Cinquième remarque : la doctrine de Marx et Engels selon laquelle une révolution violente est inéluctable concerne l'État bourgeois. La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses CETTE idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de TOUTE la doctrine de Marx et Engels...

LIRE ET ETUDIÉ

Mais il ne s'agit là que de l'exposé général des conceptions théoriques dégagées par Marx et Engels, Lénine va ensuite s'attacher à montrer comment c'est l'étude de chacune des situations révolutionnaires qu'ils ont connues qui leur permit de développer ces vues. Et les chapitres de «L'État et la Révolution» qui y sont consacrés sont très importants car ils expliquent concrètement la différence de nature entre l'État prolétarien et l'État bourgeois ainsi que le processus révolutionnaire qui conduit de l'un à l'autre.

EN QUOI L'ÉTAT PROLÉTARIEN EST-IL NOUVEAU

Une méthode dont Lénine ne s'est jamais départi a toujours été de suivre un processus du début à la fin pour le comprendre. C'est ainsi qu'il procède avec la doctrine de Marx et Engels sur l'État et la révolution.

Examinant selon cette méthode les premières œuvres du marxisme arrivées à sa maturité, la «Misère de la philosophie» et le «Manifeste communiste», Lénine fait remarquer que les deux caractéristiques fondamentales de l'État nouveau sont déjà exposées séparément dans chacune de ces œuvres écrites à la veille de la révolution de 1848. Dans la «Misère de la philosophie» en effet, Marx souligne que «la classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société bourgeoise une association qui exclura les classes et leurs antagonismes, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société bourgeoise», ce qui est mettre en évidence la tendance à l'extinction de l'État prolétarien, tandis que quelques mois plus tard Marx et Engels insistent plus dans le «Manifeste communiste» sur l'autre caractère lorsqu'ils écrivent que : «le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie» et encore lorsqu'ils soulignent que l'État, alors, c'est «le prolétariat organisé en classe dominante». C'est pourquoi, écrit Lénine, les opportunistes de tous ordres, qui parlent uniquement de la nécessité pour le prolétariat de détenir l'État, «oublient» d'ajouter, premièrement, que d'après Marx, il ne faut au prolétariat qu'un État en voie d'extinction c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse pas ne point s'éteindre. Deuxièmement, que les travailleurs ont besoin d'un «État» qui soit «le prolétariat organisé en classe dominante».

LE PROLÉTARIAT ÉRIGE EN CLASSE DOMINANTE

Autrement dit, l'État prolétarien est en tous points NOUVEAU. Il tend vers l'extinction dans la mesure où déjà, il est l'instrument de l'immense majorité contre une minorité d'exploiteurs : l'État prolétarien est ainsi à l'opposé des États exploitateurs qui ont besoin d'un formidable arsenal répressif pour préserver la domination de la minorité exploiteuse. L'État n'est plus placé au-dessus de la société. En cela l'État prolétarien n'est plus un État, Lénine l'expliquera plus loin. Cependant il demeure un demi-État précisément parce qu'il y a nécessité tant qu'existe la bourgeoisie d'une organisation spéciale du pouvoir, d'une organisation de la violence destinée

à mater la seule classe bourgeoise. Mais quelle classe peut et doit diriger pour le compte de tous les travailleurs ? C'est ici que Lénine souligne l'importance de la définition donnée par Marx et Engels qui contient déjà en germe l'expression de la dictature du prolétariat, «L'État, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante».

Mais pourquoi est-ce le prolétariat et non pas une autre classe qui peut diriger le nouvel État ? Parce que le prolétariat est une classe entièrement distincte de la bourgeoisie préparée par ses conditions d'existence au renversement de la bourgeoisie.

«État donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de TOUTES les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte INDEPENDANTE pour leur affranchissement.»

C'est ce qui fonde la nécessité de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. Ainsi le prolétariat a besoin du pouvoir d'État d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour DIRIGER la grande masse de la population, paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la «mise en place de l'économie socialiste». Mais il est aisément compréhensible que cette organisation spéciale de la violence contre les exploités ne saurait se faire sans destruction préalable de la machine d'État créée par la bourgeoisie pour elle-même.

DEUX TYPES D'ÉTAT

Pourquoi le prolétariat ne peut s'emparer de la machine d'État toute prête, c'est ce qu'ont dégagé Marx et Engels dans leur bilan des révolutions en France et c'est ce qu'examine ensuite Lénine.

Parlant du «pouvoir exécutif, avec son immense organisation bureaucratique et



Pour dominer le prolétariat les révisionnistes proposent l'idée du «passage pacifique» c'est-à-dire l'idée que le prolétariat peut s'emparer de la machine d'État telle qu'elle existe. Sur notre photo : des policiers de l'État bourgeois s'apprêtent à réprimer une manifestation populaire.

(Photo G. Bianchi)

«L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION»(2)

militaire, avec sa machine étatique complexe et artificielle...» Marx remarque que de la première révolution de 1789, à Napoléon, à la monarchie légitime, à la monarchie de juillet, et à la république parlementaire, tous les bouleversements n'ont fait que perfectionner cette machine au lieu de la briser, déduction que Lénine considère comme «LE PRINCIPAL, L'ESSENTIEL, DANS LA DOCTRINE MARXISTE DE L'ÉTAT» (souligné par nous). L'expérience a donc montré que loin d'être affaibli par les mouvements révolutionnaires du prolétariat à l'origine des bouleversements politiques, l'État comme ORGANISME PARASITE n'a pas été affaibli mais au contraire renforcé. Mais pourquoi une fois



L'État prolétarien implique l'éducation du prolétariat et des masses dans la critique de la bourgeoisie et du révisionnisme. Sur notre photo : en Chine, des miliciens et des combattants de l'Armée populaire de Libération critiquent ensemble la ligne militaire bourgeoise de Lin Biao (région du lac Puyungtien province du Hopei)

encore le prolétariat ne peut-il utiliser cet état là ? Lénine tout en rappelant les nombreuses remarques de Marx et Engels sur les mille liens existant entre la bourgeoisie et la bureaucratie et l'armée permanente, caractéristiques les plus marquantes de cet état, et que tout ouvrier a maintes occasions de se rendre compte de cette réalité, explique que, d'ailleurs, l'appareil d'État avec ses situations lucratives et commodes est l'enjeu de la rivalité des partis bourgeois :

«Voyez ce qui s'est passé en Russie durant les six mois qui suivent le 27 février 1917 : les postes de fonctionnaires, réservés jadis de préférence aux Cent-Noirs, sont devenus le butin des cadets, des menchévicks et des socialistes-révolutionnaires. Au fond, on ne songeait guère à des réformes sérieuses, on s'efforçait de les ajourner toutes «jusqu'à l'Assemblée constituante», et celle-ci, petit à petit, jusqu'à la fin de la guerre ! Mais pour partager le butin, s'installer aux postes lucratifs de ministres de sous-secrétaires d'État, de gouverneurs généraux, etc, etc... on n'a pas perdu du temps et on n'a attendu aucune Assemblée constituante !

Le jeu des combinaisons ministérielles n'étaient au fond que l'expression de partage et de cette redistribution du «butin» qui se faisait de haut en bas, à travers le pays, dans toutes les administra-

tions centrales et locales. Le résultat, le résultat objectif après six mois — du 27 février au 27 août 1917 — est indéniable : les réformes sont ajournées, les sinécures administratives attribuées, et les «erreurs» d'attribution ont été corrigées par quelques redistributions.

Mais (et c'est là que la remarque de Lénine devient importante pour nous qui avons assisté à la participation au butin étatique des révisionnistes depuis l'après-guerre, comme prix de leur trahison.) plus on procède aux «redistributions» de l'appareil bureaucratique entre les divers partis bourgeois et petits-bourgeois (entre les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchévicks, pour prendre l'exemple de la Rus-

republiques les plus «libres». Faut-il ajouter que depuis la rédaction de ces lignes par Lénine, la machine d'État dans tous les pays capitalistes développés a connu un formidable développement en réponse à l'essor du mouvement révolutionnaire prolétarien mondial. Les années qui ont suivi 1968 en France ont été marquées par une très rapide modernisation du matériel des forces de police, tandis que le recrutement de policiers, de CRS, de gendarmes, d'inspecteurs en civil connaissait un brutal accroissement auquel ne peuvent répondre d'après la presse bourgeoise, les écoles de police où l'on apprend le combat de rue, le démantèlement de barricades et autres leçons explicitement dirigées contre les mas-

bourgeoisie : c'est pourquoi elle constitue une transition à l'abolition de toutes les classes.

C'est la «Commune de Paris de 1871» qui va apporter à Marx la richesse vivante de ce qu'il prévoyait déjà. C'est elle qui démontra en quoi la dictature du prolétariat est un État de type nouveau. C'est sous le titre «En quoi la tentative des communards est-elle héroïque» que Lénine explique les enrichissements apportés par les communards à la théorie de la révolution prolétarienne. Cet enrichissement a amené Marx et Engels à faire l'UNIQUE correction qu'ils aient apporté au «Manifeste communiste».

«La Commune, écrivent-ils en 1872, notamment, a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'État, toute prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte.

C'est ce qui fit l'héroïsme de la tentative des communards : pour la première fois dans l'histoire on saisit l'attaque à la machine d'État.

La Commune de Paris n'a pas seulement apporté cette expérience de la destruction de la machine d'État notamment de son armée et de sa bureaucratie, elle a aussi trouvé par quoi remplacer la machine d'État démolie pour exercer la domination de la majorité sur les exploités.

La Commune 1) supprima l'armée permanente et la remplaça par le peuple en armé.

2) dépeçait la police de ses attributs politiques et la transforma en un instrument de la Commune et fit de même avec les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration.

3) les membres de la Commune furent élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La plupart d'entre eux étaient des ouvriers.

4) Les salaires de TOUS les membres de la fonction publique des membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle ne dépassaient pas le salaire d'un ouvrier.

5) La Commune brisa le pouvoir des prêtres, outil spirituel de l'oppression.

6) Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de leur feinte indépendance et devinrent électifs, responsables et révocables. Par là, souligne Lénine, la Commune de Paris créait un État nouveau qui n'est plus à proprement parlé un État. En effet :

«... Du moment que c'est la majorité qui mate ELLE-MÊME ses oppresseurs, IL N'EST PLUS BESOIN d'un «pouvoir spécial» de répression ! C'est en ce sens que l'État COMMENCE À S'ÉTEINDRE. Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente) la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ses tâches ; et plus les fonctions du pouvoir d'État sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire.»

Et Lénine note que le TOURNANT qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne réside précisément dans la suppression des privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires qui marque le passage «de l'État en tant que POUVOIR SPÉCIAL destiné à mater une classe déterminée, à la répression exercée sur les oppresseurs par le POUVOIR GÉNÉRAL de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans.»

(A suivre)

L'Humanité Rouge

L'URSS PREPARE LA GUERRE

Il y a huit ans, le social-impérialisme russe et les troupes du Pacte de Varsovie envahissaient la Tchécoslovaquie.

Il y a un an se tenait à Helsinki (Finlande), à l'initiative du social-impérialisme russe, la Conférence sur la "sécurité" et la coopération en Europe (CSCE). Le monde étant en plein bouleversement, des changements sont intervenus dans la situation, quelle est leur signification ?

Malgré les kilomètres de papier promettant la paix, la sécurité... la situation en Europe connaît une tension, une instabilité croissante. La rivalité de plus en plus accrue entre l'URSS et les États-Unis font accroître les facteurs de guerre.

Dans toutes les régions de l'Europe et limitrophes, l'URSS se livre à la course aux armements classiques et nucléaires, aux manœuvres militaires et préparatifs de guerre, à l'infiltration, à l'espionnage, à un encerclement stratégique pour évincer son rival, l'impérialisme américain.

L'URSS RENFORCE SES PRÉPARATIFS DE GUERRE

L'URSS, instigatrice de cette sinistre comédie de la «détente», montre par ses actes qu'elle est la superpuissance la plus agressive et la plus dangereuse.

En Europe centrale

Le social-impérialisme soviétique dispose de 3 000 avions tactiques contre 1 300 aux américains, les pays du Pacte de Varsovie ont 925 000 hommes pour les forces conventionnelles contre 777 000 à l'OTAN ; 16 000 chars contre 6 000. L'URSS serait sur le point de déployer sur sa frontière occidentale 600 missiles de portée moyenne et intermédiaire.

Huit ans après leur agression militaire contre la Tchécoslovaquie, les effectifs des troupes d'occupation se sont encore accrus ainsi que leur puissance. De nouveaux aéroports, de nouvelles autoroutes assez larges pour y servir de pistes d'atterrissage en cas de besoin sont en cours de construction. Les nouveaux tsars du Kremlin ont imposé à la Tchécoslovaquie comme à tous leurs vassaux de l'Est européen, l'unification des transports routier, ferroviaire, maritime et aérien, cherchant ainsi à faciliter le déplacement des troupes d'occupation dans ces pays.

Selon les chiffres publiés par des services de recherche militaire occidentaux, l'URSS a envoyé, pendant les 6 mois qui ont précédé ce printemps, environ 100 000 soldats vers l'Europe centrale, soit presque la totalité des effectifs militaires expédiés de l'automne 1971 au début de 1975.

L'URSS a déclaré explicitement : «En exploitant la supériorité de la division internationale du travail, l'Union soviétique a adopté plus qu'avant la forme moderne des liens économiques qui assure un développement rapide avec les pays étrangers... assistance économique et technologique». Au nom de cette prétendue «aide», jusqu'au début 1975, l'URSS a mis la main sur plus de 1 360 projets de construction économique des autres pays du Comecon. Par ce biais elle

s'infiltré dans les secteurs clés de l'économie nationale des pays «bénéficiaires», tentant par tous les moyens de contrôler les secteurs vitaux de leur économie. Selon des statistiques officielles soviétiques, la production des entreprises «aidées» par l'URSS représente 80 % de la production totale industrielle de la Bulgarie, 60 % de la production d'acier laminé de la Tchécoslovaquie, 90 % de la production d'acier laminé à froid de la RDA, 50 % de la production d'acier et de fer de Pologne, plus de 50 % des investissements en Mongolie dans ses derniers plans quinquennaux, etc. En bref, c'est la mainmise et le pillage à grande échelle de leurs principales ressources. Tout ceci servant au développement de l'industrie de guerre des nouveaux tsars.

Deux mois après la CSCE, revenant sur ses engagements, l'URSS s'empresseait de signer un nouveau traité avec la RDA, lequel insiste sur l'«intangibilité» des frontières séparant les deux Allemagnes.

Alors que l'acte final de la CSCE stipulait qu'elles peuvent être modifiées par des moyens pacifiques, l'URSS veut perpétuer la division de l'Allemagne. Le social-impérialisme prend ce qui lui est utile dans un document et rejette ce qui ne l'est pas pour servir l'accélération de ses préparatifs de guerre. Au mur de Berlin le 24 juillet, un ressortissant ouest-allemand pénètre par mégarde de 60 mètres sur le territoire est-allemand, il est blessé par plusieurs balles des gardes-frontières est-allemands. Dans la nuit du 4 au 5 août, c'est un camionneur italien venant de RDA qui est abattu. Celui-ci était membre du Parti révisionniste italien !

Les gardes-frontières est-allemands tirent non seulement sur les fugitifs mais également sur ceux qu'ils estiment «suspects» ! C'était le 4^e incident depuis le 1^{er} Mai et le second dans lequel un homme est tué. Les révisionnistes soviétiques — alors que ce sont leurs alliés qui tuent sans scrupule — rejettent la responsabilité sur la politique étrangère ouest-allemande ! Les partis révisionnistes occidentaux, dont le parti italien, ont repris à leur compte la propagande social-impérialiste de l'URSS. C'est une preuve parmi tant d'autres qu'ils sont bien des agents de Moscou.

Le 13 août, date du 15^e anniversaire du «Mur», un millier de personnes ont répondu à l'appel du Parti communiste d'Allemagne marxiste-léniniste (KPD/ML), ils ont manifesté à Berlin-Ouest contre l'occupation du social-impérialisme et ses agents locaux de RDA. Le même jour, la RDA organisait à Berlin-Est une parade armée devant Honecker — secrétaire général du parti révisionniste est-allemand — et l'ambassadeur d'URSS en RDA.

En Europe du Nord

De nombreux bâtiments de guerre sont venus s'ajouter aux flottes soviétiques

déjà existantes. Un fait qui exige une vigilance particulière, c'est le lancement du porte-avions géant «Kiev» qui apporte une nouvelle dimension à l'armement naval soviétique. Ce géant a créé un fait sans précédent. Parti de la Mer Noire, il a passé les détroits des Dardanelles et du Bosphore (qui se trouve entre les deux parties de la Turquie), tel un suzerain qui a le droit de passer n'importe où ça lui plaît sans tenir compte du droit international. Il a poursuivi sa course expansionniste et hégémoniste par la Méditerranée et rejoint la flotte soviétique du Nord. Il s'agit là d'un dangereux précédent.

Par leurs exercices fréquents menés sans retenue à partir de la Mer de Barents, de la Mer Baltique et de la Mer du Nord vers l'Atlantique au nord, et à partir de la Méditerranée vers l'Atlantique au sud, les flottes soviétiques montrent qu'elles sont prêtes à encercler l'Europe dans une bataille totale qui partirait de la mer pour obtenir le contrôle des voies maritimes stratégiques qui relient l'Europe à l'Amérique. Elles visent le contrôle des détroits. Les flottes soviétiques sont offensives et nullement défensives (elles auraient environ 400 sous-marins).

A peine l'encre de l'acte final de la CSCE était-elle sèche, que l'URSS envoyait en août 1975 des hélicoptères dans l'espace aérien des îles Spitzberg (au nord de la Norvège) en violation de la souveraineté de la Norvège. En septembre, l'URSS a procédé pour la première fois à des essais de missiles téléguidés dans la Mer de Barents, y compris la zone maritime dont l'appartenance constitue un litige entre elle et la Norvège, pour exercer une pression sur la Norvège avant les négociations soviéto-norvégiennes sur la délimitation du plateau continental dans cette mer.

Le social-impérialisme accuse sa pression sur l'Europe du Nord par la construction de routes stratégiques (notamment en Finlande), l'établissement de réseaux ferrés (à double voie), l'élargissement de canaux d'accès à la mer (permettant ainsi une mobilité plus grande pour son arsenal de guerre), la multiplication de manœuvres diverses — ayant les pays nord-européens comme ennemi hypothétique, etc.

A tout cela il faudrait ajouter les intrusions dans les eaux territoriales d'autres pays pour s'y livrer à l'espionnage — principalement — mais aussi pour piller les ressources maritimes de ces pays. Il y a également les sabotages. Ainsi en juillet, un destroyer, un sous-marin et plusieurs chalutiers soviétiques ont endommagé à plusieurs reprises des pipe-lines dans la Mer du Nord.

Europe du Sud, Méditerranée

Il existe au sein du Pacte de Varsovie un quartier général chargé des opérations en Europe méridionale.

En Europe du Sud l'instabilité politique est grande — plus particulièrement en Italie, au Portugal, en Espagne, à Chypre — et le social-impérialisme cherche à en tirer profit (les 3 premiers sont membres de l'OTAN).

Au moment où venait de se terminer la CSCE, l'URSS s'ingérait de manière flagrante dans les affaires intérieures du Portugal, pays qui avait participé à la Conférence. Les masses portugaises ont réussi à déjouer ces manœuvres et surtout celle de ses valets locaux, la clique social-fasciste de Cunhal.

Depuis la fin du mois de mai dernier, l'URSS a transféré de la Mer Noire en Méditerranée une vingtaine de bâtiments de guerre dont des porte-hélicoptères, des croiseurs lance-missiles, des navires de débarquement avec à bord de nombreux fusillers marins. Outre le passage du Kiev, plus de 70 bâtiments de guerre y stationnent en permanence.

La provocation de troubles et la rivalité pour l'hégémonie entre les 2 tyrans — URSS, USA — sont la source de l'insécurité. Ces dernières années, les peuples de pays riverains ont chaque jour mieux compris cet état de choses et lancé à maintes reprises «la Méditerranée aux pays et peuples méditerranéens», «Hors de Méditerranée les bâtiments de guerre soviétiques et américains».

En Italie, où la crise est plus particulièrement développée, les États-Unis ont lancé au sommet économique de Porto-Rico des menaces de pressions économiques visant l'Italie si les forces pro-soviétiques (le faux Parti communiste italien est le plus important d'Europe) participaient au gouvernement. Ses menaces visaient également les révisionnistes français. Aussitôt le social-impérialisme russe est entré dans la danse, en faisant beaucoup de bruit (avec l'aide des partis révisionnistes locaux) dans l'objectif de marquer quelques points contre son adversaire qui venait de crier bien haut que c'était son terrain, sa «chasse gardée», alors que lui arrive la bouche en cœur pour parler de «paix», de «détente»... L'un et l'autre ne se gênent pas pour intervenir dans les affaires intérieures des autres pays, et surtout quand cela sent le «roussi» pour leurs intérêts impérialistes. Les sociaux-impérialistes appellent «forces démocratiques» des forces que 8 jours auparavant ils traitaient de réactionnaires — telle la Démocratie chrétienne — si cela doit rendre service à leur politique expansionniste et faire reculer l'impérialisme américain.

La presse social-impérialiste a lancé des directives aux autres pays révisionnistes pour renforcer leurs liens derrière Moscou. Outre le fait qu'ils cherchent à tirer profit de l'instabilité existante, ils font tout pour l'accroître et aiguïser des contradictions qui peuvent exister entre certains pays. L'exemple le plus frappant étant le différend gréco-turc à propos de Chypre. L'URSS est pour la tension, pour saper la tendance à l'unité de l'Europe occidentale, visant à éloigner celle-ci des États-Unis et prendre sa place. Par ailleurs elle encourage les partis révisionnistes de nombreux pays ouest-européens à «déclencher des offensives stratégiques» en utilisant «toutes les failles» causées par les crises économiques et les troubles politiques qu'ont connus ces pays, afin de les coordonner de l'intérieur avec les offensives politiques lancées par Moscou.